



Personnes vivant dans une habitation construite sur pilotis, dans un bidonville de Manille. © Robin Hammond / Panos

PAS DE HASARD

Résilience et inégalités face au risque

Nous avons besoin d'une nouvelle approche en matière de lutte contre les risques et la pauvreté. Les risques augmentent plus rapidement que les mesures de lutte contre les risques. Nombre d'entre eux pèsent sur les personnes pauvres, et les femmes payent le plus lourd tribut. Dans de nombreuses régions essuyant crise après crise, les interventions des États et du secteur de l'aide internationale ne suffisent pas. L'espoir d'une vie prospère pour les femmes et les hommes les plus pauvres, malgré les chocs, les pressions et l'incertitude, passe par le renforcement de leur résilience. Mais cela exige également de partager les risques de manière plus équitable dans le monde et entre les sociétés. Il faudra pour cela un changement majeur dans le domaine du développement, qui s'est trop longtemps abstenu de s'attaquer à la question des risques, mais aussi et surtout de remettre en cause les inégalités qui exposent les personnes pauvres à des risques sans commune mesure avec ceux que rencontrent les plus riches.

AVANT-PROPOS

Le risque augmente de façon considérable : les prix alimentaires sont plus volatiles que jamais, le nombre de catastrophes d'origine climatique a triplé en 30 ans, le changement climatique s'est avéré être un facteur clé dans les catastrophes comme celle de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, le nombre de personnes exposé aux inondations a doublé depuis 1970, et 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté chaque année parce qu'elles doivent faire face à des frais de santé.

Cette tournure des événements est très inquiétante. Une partie de la réponse a consisté à construire la résilience des populations aux chocs et aux pressions. Bien que ces efforts soient les bienvenus, il existe un réel danger que ce débat n'aboutisse pas à grand-chose pour les populations pauvres car l'approche adoptée jusqu'à présent est trop technique.

La réduction de la vulnérabilité ne peut être obtenue qu'en s'attaquant aux inégalités et au pouvoir. La richesse augmente, mais les inégalités aussi, et beaucoup de personnes sont mises à l'écart. Ce rapport montre clairement que la vulnérabilité au changement climatique, aux catastrophes naturelles, à l'insécurité, est plus importante dans les pays où les inégalités de revenus sont davantage présentes.

Les personnes pauvres sont beaucoup moins susceptibles de se sortir de la pauvreté et des situations de risque du fait des inégalités. Dans certains cas, le risque est déversé sur les personnes pauvres : les pays riches alimentent le changement climatique, mais les pays pauvres en subissent les conséquences ; les grandes entreprises font du profit sans considération pour les populations déplacées ou dont la vie s'en trouve perturbée ; les gouvernements soutiennent le développement économique sans soutenir dans un même temps la justice sociale et la durabilité ; et les lois sur la propriété ainsi que les systèmes de santé injustes signifient que les femmes ne peuvent réaliser tout leur potentiel.

Une solution clé consiste à redistribuer les risques. Les pays riches doivent prendre leurs responsabilités et payer les conséquences des risques qu'ils créent ailleurs. Les personnes pauvres ont besoin d'un meilleur accès aux processus de prise de décisions, et ont besoin d'être mieux protégées par le biais de meilleurs services, tels que la protection sociale et la santé, qui doivent être financés via une fiscalité plus progressive.

Les crises sapent, obstruent et empêchent le développement. Le coût économique et social des catastrophes monte en flèche et 1,5 million de personnes vivent dans des endroits si dangereux que chaque jour est une bataille pour eux. Le risque n'est donc pas qu'un problème humanitaire. Les projets de développement des gouvernements, du secteur de l'aide et de la communauté internationale par le biais des Objectifs du Millénaire pour le développement, doivent s'orienter vers la réduction des risques et des inégalités ainsi qu'appuyer la croissance. L'un sans l'autre ne fonctionnera pas.

La propre détermination des personnes à se sortir de la pauvreté devrait aller de pair avec notre engagement à redistribuer les risques et à construire l'égalité, en les aidant ainsi à s'épanouir et à prospérer, au lieu qu'ils tentent de s'en sortir et de survivre dans un monde où les risques sont accrus.

Son Excellence Ellen Johnson Sirleaf
Présidente de la République du Libéria

RÉSUMÉ

Partout dans le monde, des femmes et des hommes pauvres sont confrontés sans répit à une série de chocs et de pressions. L'inégalité, dans toute son horreur, transforme les risques de ces chocs et de ces pressions en un flot croissant de souffrances inutiles et enlève des millions de personnes dans la crise et la pauvreté.

Les chocs systémiques, tels que les flambées des prix des denrées alimentaires et les catastrophes naturelles, de même que les pressions à long terme comme le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les conflits chroniques, sapent la capacité des personnes à faire face. Or, ceux-ci se multiplient. Depuis 1970, le nombre de personnes exposées aux inondations et aux cyclones tropicaux a doublé.¹ Les dernières études climatiques indiquent qu'un réchauffement de la planète bien supérieur à 2 °C est de plus en plus probable, et que même un réchauffement de 2 °C aura des conséquences bien plus graves que prévu il y a encore seulement quelques années.² Ces dernières années ont vu le retour de la volatilité des prix des denrées alimentaires et des matières premières, et plus d'1,5 milliard de personnes vivent maintenant dans des pays confrontés à des cycles de violence récurrents.³

L'impact de ces chocs systémiques de plus en plus lourds exacerbe l'effet des épisodes marquants de la vie sur les revenus au niveau des foyers, comme le veuvage, les naissances ou les maladies inattendues, frappant surtout les femmes.

L'inégalité face aux risques

Les conséquences de ces chocs et de ces pressions sont marquées par l'inégalité. Les populations et les pays pauvres souffrent infiniment plus que les autres. En termes relatifs, l'impact financier des catastrophes est bien plus fort dans les pays en développement. L'Asie du Sud accuse des pertes dues aux inondations 15 fois supérieures (en pourcentage du PIB) à celles des pays de l'OCDE.

Les personnes les plus pauvres sont aussi les plus durement frappées, car elles n'ont pas accès à des programmes d'action sociale, de protection sociale ou d'assurance, et n'ont pas non plus de « bas de laine » pour faire face à une situation d'urgence.

Elles n'ont pas non plus le poids politique pour exiger des mesures de leur gouvernement, des sociétés privées ou de la communauté internationale pour y remédier. Du fait de leur exclusion politique, les personnes les plus pauvres sont les moins à même de faire valoir leurs droits.

L'inégalité est une composante indissociable des crises. La quasi-totalité de ceux qui sont marginalisés (à cause de leur caste, de leur couleur de peau, de leur classe, de leur âge, de leur aptitude ou de leur sexe) souffriront sans doute davantage des chocs que

97 % des personnes touchant de faibles revenus n'ont aucune couverture d'assurance,⁴ et 90 % des personnes travaillant dans les pays les moins développés n'ont aucune protection sociale,⁵ ce qui les rend particulièrement vulnérables aux risques majeurs ou aux chocs financiers.

Chaque année, 150 millions de personnes vivent une véritable catastrophe financière à cause des frais de santé.⁶

qui que ce soit d'autre. La discrimination endémique dont les femmes sont victimes (en matière d'éducation, de soins de santé, d'emploi et de contrôle de la propriété) les rend inévitablement plus vulnérables.

Des risques répercutés sur les pauvres

Les inégalités extrêmes en termes de richesse et de pouvoir régissent les dispositions nationales et internationales qui protègent les riches contre les risques, tout en transférant ces derniers sur les pauvres et les faibles.

Le pouvoir et la richesse permettent à certaines personnes, certaines entreprises et certains États d'atténuer les risques auxquels ils sont confrontés et de les répercuter de manière directe ou indirecte sur les personnes bien moins armées pour y faire face. À titre d'exemple, les sociétés de négoce de denrées alimentaires et les banques continuent de s'opposer à l'adoption de mesures qui pourraient pourtant aider les États à anticiper les crises alimentaires, avec des conséquences désastreuses sur les populations pauvres qui ont déjà du mal à se procurer ne serait-ce que les denrées de base.⁸ Les 11 % les plus riches de la population mondiale génèrent près de la moitié de toutes les émissions de carbone, mais souffrent bien moins des conséquences néfastes du changement climatique. Au niveau national, l'agriculture commerciale le long des cours d'eau dans les terres arides d'Éthiopie et du Kenya empêche les populations pastorales d'accéder à l'eau nécessaire à leur bétail, ce qui menace leurs moyens de subsistance.⁹

Une nouvelle approche de la lutte contre la pauvreté et de la prévention des risques

Les crises récentes, telles que la flambée mondiale des prix des denrées alimentaires de 2008, les inondations au Pakistan en 2010 et 2011 et les sécheresses récurrentes des dernières années dans la Corne de l'Afrique et la région du Sahel en Afrique de l'Ouest, ont été comme autant de sonnettes d'alarme.

Il ne fait désormais aucun doute que l'action des États et du secteur de l'aide ne protège pas suffisamment les plus vulnérables face aux inégalités structurelles et aux risques croissants. Ces problèmes ne sauraient être résolus en se contentant d'appliquer les principes de développement habituels.

Bien souvent, dans la pratique, tant les investissements des États que l'aide au développement ne parviennent pas à soutenir suffisamment les plus pauvres. Les aides des États soutiennent généralement l'industrie agroalimentaire plutôt que les petits agriculteurs, et les avantages ne se répercutent que rarement le long de la chaîne. De même, l'aide au développement ne tient pas suffisamment compte des chocs et des incertitudes pesant sur les personnes pauvres, et fait preuve de naïveté en partant du principe que le développement a lieu dans des environnements assez stables. Cela est loin d'être le cas : d'ici 2015, la moitié de la population vivant avec moins d'1,25 dollar par jour se trouvera

« J'avais bien repris le dessus et tout allait bien. C'est alors que [le typhon] Bopha a frappé. Et maintenant je suis complètement désœuvrée. »

Teresa Mainit, une mère de 39 ans dans le barangay de Tidman, Philippines⁷

dans des États fragiles ou touchés par un conflit,¹⁰ et des millions d'autres personnes payeront au prix fort des changements économiques et environnementaux mondiaux complètement hors de leur contrôle.

Une véritable résilience

Les femmes et les hommes ne devraient pas seulement être en mesure de faire face aux crises, mais être capables de faire valoir leurs droits de sorte à avoir de l'espoir pour l'avenir, à pouvoir choisir la manière dont ils entendent vivre leur vie, et à pouvoir s'adapter aux changements. Il ne faut pas se contenter d'aider les personnes à *survivre* à un choc après l'autre, mais bien chercher à les aider à *prosperer* malgré les chocs, les pressions et les incertitudes.

Si le renforcement de la résilience est maintenant à l'ordre du jour des États, des donateurs, des organisations d'aide et de la société civile, il faut aller au-delà des ajustements techniques stériles qui ont dominé les débats jusqu'à présent. Le renforcement des compétences et des capacités doit accompagner la lutte contre les sources profondes de la vulnérabilité des hommes et des femmes : l'inégalité et l'injustice. Cela implique de remettre en cause les institutions sociales, économiques et politiques assurant la sécurité à quelques-uns tout en exposant une multitude à la vulnérabilité, et de redistribuer le pouvoir et les richesses (et les risques, dans le même temps) afin de développer des modèles de risque sociétal partagé.

Des responsabilités nationales

Les États ont la responsabilité légale et politique de réduire les risques pour les personnes pauvres et de s'assurer que ces risques sont supportés de manière plus homogène par l'ensemble de la société. Cela peut notamment passer par la mise en place et le financement de systèmes réellement efficaces pour lutter contre les facteurs de risque et de vulnérabilité sous-jacents, et par l'élaboration de systèmes pour se préparer et répondre aux catastrophes, en offrant des options de moyens de subsistance garantissant un revenu vital, en assurant un accès égal aux services et à la participation politique dans la société, et en partageant les risques par le biais d'une assurance sociale.

Tout cela a un coût. Les États, soutenus au besoin par les donateurs, doivent recourir à un système fiscal progressif et à d'autres moyens (notamment la lutte contre la corruption) pour redistribuer réellement le risque au sein de leurs sociétés.

Une dimension internationale

Le renforcement de la résilience exige un changement de paradigme du développement plaçant les risques et les inégalités au centre des préoccupations. La part des efforts de développement déployés dans les contextes à risque doit augmenter. Les donateurs internationaux et les ONG doivent apporter un meilleur soutien aux pays frappés par des

« L'autonomisation des femmes est le début de la prise de conscience. Les femmes n'avaient pas leur voix au chapitre à l'époque de nos pères, mais aujourd'hui, elles se sont éveillées et elles sont acceptées dans les réunions [...] Elles proposent des solutions pratiques qui apportent des réponses aux problèmes de la communauté. »

Un éleveur de Katilu, Turkana, à propos de la manière dont les défis environnementaux ont influencé les rôles traditionnels¹¹

catastrophes et des conflits, notamment en impliquant davantage la société civile locale, et doivent davantage chercher à lutter contre ces deux fléaux.

Par ailleurs, après des années de discussions, il faudra enfin faire tomber pour de bon les barrières entre les approches humanitaires et de développement. Les réponses aux crises humanitaires et économiques doivent s'accompagner d'interventions promouvant le développement à long terme. Elles doivent abattre les obstacles institutionnels, tels que le manque de coopération entre les services et les mécanismes de financement obsolètes et rigides, afin d'améliorer les performances sur le terrain.

Les pays riches doivent également supporter leur part de risques afin d'en décharger les populations les plus pauvres dans le monde. Les pays développés, qui exportent les risques liés au changement climatique, doivent de toute urgence réduire leurs émissions et assurer un financement généreux pour aider les pays en développement à faire face aux conséquences du changement climatique.

Des solutions pour avancer

À l'instar de nombreuses autres organisations, Oxfam a initié un processus de renforcement de la résilience des personnes les plus vulnérables, celles-là mêmes dont les voix portent le moins. À cette fin, l'organisation pourra être amenée à revoir ses structures internes, sa culture et son état d'esprit. Elle cherche à optimiser ses programmes humanitaires et de développement, et à écouter et autonomiser davantage encore les communautés vulnérables.

Le présent document n'est pas une déclaration définitive sur la manière dont le concept de résilience peut entraîner un changement réel et durable, mais on peut espérer qu'il contribuera à cette évolution essentielle.

Recommandations

Les États doivent faire preuve de leadership en matière de renforcement de la résilience et de réduction des inégalités. Ils ont la responsabilité et la capacité d'intervenir à grande échelle. Le renforcement de la résilience et la réduction des inégalités doivent devenir des priorités nationales et faire partie intégrante des programmes nationaux de développement. La communauté internationale doit néanmoins apporter un soutien étendu et s'impliquer davantage dans les pays frappés par un conflit.

Les efforts de renforcement de la résilience doivent porter sur les inégalités, les pouvoirs et les droits. Les élites nationales et internationales usent de leur pouvoir sur les marchés, les États et les institutions pour réduire leur propre exposition aux risques. Ces derniers sont transférés aux populations pauvres, que ce soit directement ou par le biais d'institutions biaisées. Il est indispensable de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités liées au genre et aux revenus, terreau de la vulnérabilité. Cela

« [La Village Savings and Loans Association] m'a aidée à me lancer dans le commerce de rue pour renflouer le budget alimentaire de la famille. Grâce à cette activité, j'ai des revenus pour payer l'éducation de mes enfants et pour couvrir d'autres besoins de la famille, et j'ai aidé mon mari à étendre son exploitation. Nous sommes plus heureux que jamais à la maison ... [et] mon mari m'implique dans les décisions concernant le foyer. »

Alima Saabri de Zambulugu,
Mamprusi est, Ghana, 2012¹²

« Sur le long terme, le développement est le facteur de renforcement de la résilience le plus efficace pour les plus vulnérables. »

Kristalina Georgieva,
Commissaire européen à l'aide humanitaire¹³

implique notamment de :

- partager les risques sur l'ensemble des sociétés, par le biais de systèmes d'assurance sociale et d'autres actions s'adressant aux groupes défavorisés nécessitant plus de soutien et de services, ne serait-ce que pour leur offrir les mêmes opportunités ;
- mettre en place des institutions en faveur des plus pauvres à tous les niveaux, représentant ou répondant aux besoins et aux capacités des plus vulnérables ;
- permettre aux femmes et aux hommes d'affirmer leurs droits et de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir en participant à la prise de décisions à tous les échelons ;
- fournir des services de base essentiels de santé et d'éducation gratuits, ainsi qu'une protection sociale ;
- trouver les ressources pour financer cela par le biais de régimes fiscaux progressifs et de la lutte contre la corruption.

Les actions de développement doivent intégrer les risques.

L'identification, l'analyse et la gestion des risques doivent être des composantes essentielles du développement. Les chocs peuvent précipiter des populations dans la pauvreté et les y maintenir. Le fait de prévenir l'effondrement dans la crise et la pauvreté est une approche rentable.

- Les États doivent intégrer la réduction des risques dans leurs programmes nationaux de développement et à travers les différents services et ministères.
- Les organisations internationales doivent cibler directement les risques pour les personnes pauvres dans leurs programmes, plutôt que de traiter les chocs et les pressions comme des facteurs externes.
- Les priorités géographiques doivent changer de sorte à renforcer la part des efforts de développement déployés dans les contextes à risque.

Une réforme institutionnelle est nécessaire. Les donateurs internationaux, les agences des Nations unies et les ONG doivent passer des paroles aux actes en matière de renforcement de la résilience, avec des actions durables pour abattre les obstacles institutionnels entre aide humanitaire et développement. Les équipes éparses doivent être remplacées par une planification, des stratégies et des programmes conjoints, intégrés et interconnectés. Les donateurs doivent pour leur part assurer un financement souple sur le long terme.

Les cadres internationaux doivent soutenir la réduction des risques avec un ensemble de mesures :

- Tous les États doivent s'assurer que le risque et la résilience se reflètent dans le cadre de développement après 2015, y compris avec un nouvel objectif concernant les risques, ainsi qu'un cadre d'action de Hyogo renforcé.

- Les pays développés doivent de toute urgence réduire leurs émissions afin de maintenir le réchauffement climatique en deçà des 2 °C. Ils doivent également veiller à consacrer à l'adaptation au moins la moitié des 100 milliards de dollars (par an d'ici 2020) engagés à Copenhague pour le financement sur le climat.
- Les donateurs doivent financer le « Fonds mondial pour la protection sociale » proposé.

1 INTRODUCTION

Qaballe Sirba, 30 ans, vit à Kanbi, un village du sud de l'Éthiopie, dans la zone de Borena, une région lourdement touchée par des sécheresses à répétition. Elle a traversé de nombreuses épreuves. Elle et ses deux enfants ont souffert d'une maladie pulmonaire. Sirba est l'unique source de revenus du foyer depuis la paralysie de son mari à la suite d'une chute dans une tranchée. La sécheresse et la crise alimentaire de 2008 ont alors frappé, forçant la famille à se contenter d'un seul repas par jour. « Si je parviens à élever des chèvres, Dieu me vienne en aide, je pourrai m'en sortir », explique Sirba.¹⁵

L'histoire de Sirba est celle de millions de femmes et d'hommes pauvres dans le monde : devoir affronter une épreuve après l'autre (quelquefois même plusieurs en même temps), parfois dans un contexte de stress et d'angoisse écrasants. Malgré les immenses défis se dressant face à elles, les personnes pauvres travaillent dur pour s'extirper de la pauvreté¹⁶ et empruntent, épargnent et échangent des fonds pour joindre les deux bouts.¹⁷ Toutefois, la vulnérabilité et la pauvreté chronique sont telles que le moindre choc, comme des précipitations inférieures à la moyenne ou une maladie imprévue, peut les précipiter dans une spirale infernale. 40 % des personnes pauvres dans le monde vivent dans des états fragiles ou en conflit¹⁸ et doivent vivre avec la crainte de perdre des membres de leur famille, leur emploi ou leur logement, ainsi qu'avec la peur des sévices, des enlèvements et des viols.

Alors que les femmes et les hommes font souvent preuve de hauts niveaux d'initiative et travaillent dur pour se sortir de la pauvreté, ils sont peu ou prou aussi nombreux à sombrer dans la pauvreté à cause de chocs écrasants, d'une accumulation chronique de pressions au fil du temps et d'un manque de filets de sécurité.¹⁹

La résilience n'est pas quelque chose que l'on peut « donner ». C'est un ensemble de caractéristiques dynamiques permettant aux personnes de faire face et de gérer des pressions négatives et des crises évoluant sans cesse, de les prévenir, de les atténuer, de composer avec elles, de s'adapter et de prospérer. Quoi qu'il en soit, la résilience est fonction du partage sociétal des risques. Les États, le secteur privé et l'aide internationale ont donc également un rôle à jouer.

Oxfam définit la résilience comme la capacité des femmes, des hommes et des enfants à faire valoir leurs droits et à améliorer leur bien-être malgré les chocs, les pressions et les incertitudes. La résilience ne saurait se limiter à l'adaptation ou au fait de « rebondir » ; même si cela est important, le renforcement de la résilience doit aller au-delà de la préparation et de la prévention des risques. Oxfam souligne la composante ambitieuse, telle que les femmes et les hommes pauvres et marginalisés puissent prospérer malgré les chocs, les pressions et les incertitudes.

« Malgré l'étendue de nos champs, nous n'avons récolté que quatre sacs de millet cette année, comparé aux 20 sacs que nous sommes en mesure de récolter lors d'une année normale. Mais cela fait longtemps que nous n'avons pas eu une année normale. L'an dernier, ce sont les inondations qui ont détruit la majeure partie de la récolte. Nous enchaînons les catastrophes, à cause de précipitations soit trop abondantes, soit trop faibles. »

Ramata Zore, 25 ans, Taffogo, Burkina Faso¹⁴

Force est de constater que tout joue contre le renforcement de la résilience dans certaines situations, par exemple pour les populations menacées par une élévation du niveau de la mer sur les îles du Pacifique, ou au Yémen où le déficit hydrique est insoluble. Dans ces régions, un changement fondamental est nécessaire, et il faudra imaginer des solutions alternatives en étroite collaboration avec les communautés affectées.²¹

Pour Oxfam, l'intérêt porté actuellement au renforcement de la résilience exige une approche de la réduction de la pauvreté qui offre de nouvelles priorités et perspectives aux États, aux donateurs et aux acteurs du développement, afin qu'ils se concentrent sur les personnes les plus pauvres et les systèmes qui les maintiennent dans la pauvreté.

Oxfam tient à comprendre ce qu'implique le renforcement de la résilience pour les personnes soutenues, ainsi que la manière dont l'organisation peut optimiser son efficacité, mais étudie encore les implications pour la programmation et les réformes internes nécessaires. Le présent document s'appuie sur un rapport de 2012, « Un retard dangereux », et sur de récentes interventions dans le Sahel.²³ Il n'est pas une déclaration définitive sur la manière dont le concept de résilience peut entraîner un changement réel et durable, mais on peut espérer qu'il contribuera à cette évolution essentielle.

Alors que les pays les moins développés ne re 97 % des personnes de vivant avec moins de m 4 dollars par jour n'ont vi aucune couverture ce d'assurance, et sont « donc très vulnérables 2t aux risques majeurs ou de aux chocs financiers.²²

Référence rapide : les termes clés utilisés dans ce rapport

Risque : Un risque est une association des *conséquences* d'un événement et de la *probabilité* de sa survenue. Pour le présent document, le risque est considéré comme une composante de l'ampleur des **chocs/pressions**, de l'exposition de la population, des biens et des services, et de la **vulnérabilité** face à ces chocs/pressions, compensée par la **capacité** à y faire face et à y réagir.

Le risque peut avoir à la fois des conséquences négatives et positives : le concept de risque le plus courant souligne les effets négatifs. Toutefois, il est indispensable de prendre des risques calculés, en connaissance de cause, aux fins de développement, de croissance économique et de changement politique.

Ce rapport porte uniquement sur les risques contextuels (qui influent sur la vie des personnes) plutôt que sur les risques programmatiques (les risques d'échec d'un programme) ou institutionnels (par exemple le risque d'effets néfastes sur la sécurité du personnel).

Choc/pression : Tant au niveau des foyers que du système dans son ensemble, notamment les problèmes de santé, les conflits, le changement climatique, etc.

Vulnérabilité : La propension ou prédisposition à être affecté négativement. Les personnes vulnérables incluent donc les personnes handicapées ou souffrant de maladies chroniques telles que le VIH/sida, les personnes âgées ou en bas âge, les populations indigènes et les personnes désavantagées par leur classe, leur sexe ou leur caste.

Capacité/capacité d'adaptation : Le potentiel des individus, des communautés et des sociétés à s'impliquer activement dans les processus de changement, afin de minimiser les impacts négatifs et de maximiser tous les avantages.

« Ceux qui vivent sur des terres chars ont toujours été vulnérables, mais c'est de pire en pire. Les cyclones sont plus fréquents et plus dévastateurs qu'avant. Nous avons aussi beaucoup de brouillard, même quand ce n'est pas la saison. Le brouillard est devenu imprévisible et il détruit les cultures. »

Hasina Begum, mère de quatre enfants, Char Atra, Bangladesh²⁴

Résilience : La capacité des femmes, des hommes et des enfants à faire valoir leurs droits et à améliorer leur bien-être malgré les chocs, les pressions et les incertitudes.

Oxfam considère la résilience au niveau des individus, des foyers et de la communauté, car c'est là que se ressent finalement l'impact. Toutefois, il est évident que de nombreuses causes de la vulnérabilité ne peuvent pas être résolues à ce niveau, de sorte que les rôles et les responsabilités des États et autres institutions pertinentes, y compris les sociétés privées et les investisseurs, doivent aussi être pris en compte.

Certains commentateurs évoquent des systèmes de résilience négative (tels que la corruption ou le crime organisé). Néanmoins, comme la définition de la résilience par Oxfam est centrée sur la prospérité malgré les risques, nous considérons plutôt ces comportements comme de la « résistance au changement », et non de la résilience.

Égalité : Les personnes doivent être traitées comme des égaux, avec les mêmes privilèges, le même statut et les mêmes droits, du fait de leur appartenance commune à l'humanité. Soulignons que ce n'est pas la même chose que de traiter les personnes à parts égales : les personnes désavantagées ont besoin d'un soutien et de ressources *supplémentaires* pour se retrouver sur un pied d'égalité.

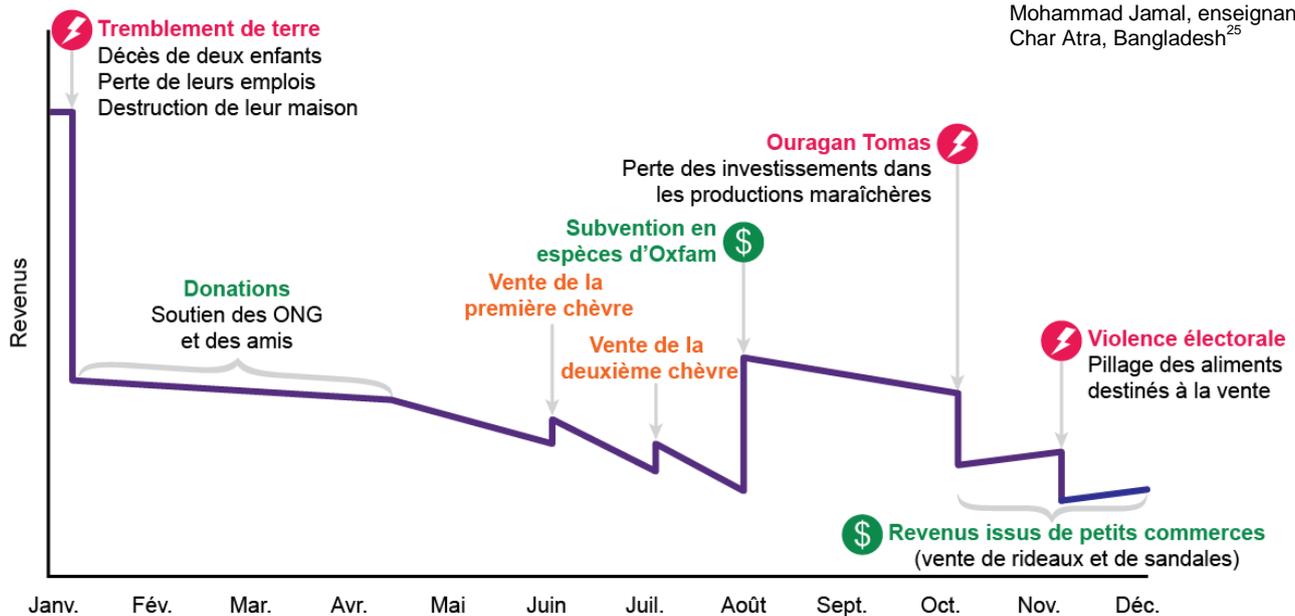
2 DES RISQUES CROISSANTS

La Figure 1 montre l'évolution des revenus d'une famille de Port-au-Prince, en Haïti, pendant l'année suivant le séisme de 2010 qui a coûté la vie à deux de ses plus jeunes garçons. Le père a perdu son emploi et la famille s'est retrouvée tributaire des services et des subventions d'urgence, ainsi que de l'aide d'amis et de voisins qui leur ont fourni la plupart des repas jusqu'à mi-mai. Après cela, la famille a été contrainte de vendre ses bêtes. Une subvention Oxfam leur a permis de rembourser leurs dettes et de créer une petite entreprise, mais les revenus du foyer ont toutefois chuté de 88 %. Ils ont investi dans une parcelle de maraîchage, mais elle a été détruite par l'ouragan Tomas en octobre 2010. Ils ont également acheté des denrées alimentaires afin de les revendre, mais une partie a été pillée lors des violences au moment des élections de novembre 2010.

« Le climat change, ici [...] Les membres de la communauté travaillent principalement dans l'agriculture, et ces changements détruisent leurs cultures. Ils perdent leurs moyens de subsistance. Cela a aussi des répercussions sur l'éducation, car les élèves sont moins assidus pendant les intempéries et dans les périodes difficiles. Les enfants sont contraints de travailler pour arrondir les revenus de la famille. »

Mohammad Jamal, enseignant, Char Atra, Bangladesh²⁵

Figure 1 : Évolution des revenus d'une famille après le séisme de 2010 en Haïti



Source : Household Economy Approach Case Studies in Haiti²⁶

Les risques augmentent à cause de la multiplication des chocs et des pressions, ainsi que du nombre accru de personnes qui y sont exposées. Nous sommes en train de perdre la bataille contre le risque. Les personnes pauvres restent pauvres et d'autres sont précipitées dans la pauvreté.²⁷

Les pressions et les chocs systémiques croissants incluent :

- Le changement climatique : impacts graduels (élévation de la température et du niveau de la mer, par exemple), variabilité du climat et conditions climatiques extrêmes à l'origine de catastrophes. Malgré

les efforts pour maintenir le réchauffement de la planète en deçà du seuil de 2 °C convenu par les Nations Unies, des augmentations bien plus élevées sont de plus en plus probables, alors même que les conséquences d'un réchauffement de 2 °C devraient être bien plus graves que les prévisions d'il y a seulement quelques années.²⁸ Le changement climatique est un facteur clé de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique²⁹ et pour les changements observés dans le Sahel,³⁰ avec des conséquences directes comme la diminution des récoltes et de la disponibilité des denrées alimentaires pour des personnes déjà vulnérables ;

- La volatilité sur les marchés des denrées alimentaires et des matières premières : après une période de volatilité relativement faible dans les années 1990, la volatilité annuelle des prix atteint maintenant des niveaux inédits au siècle dernier, à l'exception des années 1970 pour ce qui est des prix de l'énergie ;³²
- Le déclin environnemental : celui-ci est dû à une mauvaise gestion et à la dégradation des écosystèmes.³³

Si les conflits, les violences armées et l'insécurité n'augmentent pas à l'heure actuelle, ils se trouvent déjà à des niveaux extrêmement élevés : 1,5 milliard de personnes vivent en situation d'insécurité et le changement climatique pourrait déclencher de nouvelles guerres des ressources et un regain de violence.³⁴

L'**exposition** à ces chocs et à ces pressions est de plus en plus grande, souvent en lien avec les flux migratoires et la croissance démographique. Les villes concentrent les risques du fait de l'importante densité de population, d'un urbanisme inadéquat et d'infrastructures médiocres. Les problèmes sont particulièrement critiques dans les bidonvilles, où vivent actuellement environ un milliard de personnes, et ce chiffre devrait doubler d'ici 2030.³⁵ Le nombre de personnes exposées aux inondations et aux cyclones tropicaux a doublé et triplé (respectivement) depuis 1970.³⁶

Concernant la **vulnérabilité**, la situation est mitigée. La mesure de la vulnérabilité est complexe. La pauvreté fait donc souvent office d'indicateur simple. Les taux de pauvreté diminuent : entre 2005 et 2008, près d'un demi-milliard de personnes sont sorties de la pauvreté dans laquelle elles vivaient avec moins d'1,25 dollar par jour, dont une grande partie en Chine. Le recul est plus modeste si l'on considère le seuil de 2 dollars par jour.³⁸ Ces changements sont assurément positifs, mais les niveaux de pauvreté restent extrêmement élevés et la situation est exacerbée par une inégalité croissante des revenus dans de nombreux pays en développement.³⁹ L'inégalité croissante freine considérablement le recul de la pauvreté (et donc de la vulnérabilité), car la réduction de la pauvreté dépend à la fois de la croissance économique et de la *part* de croissance bénéficiant aux personnes pauvres.⁴⁰ Selon le rapport 2012 Africa Progress Report, après une décennie de croissance soutenue, les disparités de richesse sont de plus en plus visibles et les États ne parviennent pas à convertir le flot croissant de richesses en opportunités pour leurs citoyens les plus marginalisés.⁴¹

Les plus vulnérables (les pays et les populations les plus pauvres) seront ceux qui seront frappés en premier, et le plus lourdement, alors mêmes qu'ils sont les moins responsables des causes du changement climatique.

The Stern Review³¹

150 millions [...] de personnes [...] subissent une catastrophe financière chaque année [...] à cause de paiements directs pour des services médicaux.³⁷

Ces risques systémiques accrus s'ajoutent aux **épisodes marquants de la vie au niveau des foyers**. Même lors d'une année « normale », les foyers pauvres doivent faire face à des périodes de revenus plus faibles, notamment entre les récoltes ou dans les périodes creuses en termes de travail temporaire, en cas de maladie ou d'accident réduisant la capacité à travailler, ainsi que lors d'événements de la vie comme les naissances, les funérailles et les mariages. En Afrique du Sud, des funérailles coûtent entre 5 et 10 mois des revenus du ménage, et les mariages en Inde plus de la moitié des revenus annuels d'un foyer type.⁴³

En 2010, les 20 % les plus pauvres de la population mondiale représentaient 1,7 % des revenus mondiaux ; les 10 % les plus riches gagnent quant à eux 54 % des revenus totaux.⁴²

Les chocs sanitaires comptent parmi les principaux risques, et aussi les moins prévisibles, pour les personnes pauvres. 150 millions de personnes subissent une catastrophe financière chaque année à cause de paiements directs pour des services médicaux, alors que 100 millions de personnes passent sous le seuil de pauvreté.⁴⁵ Et c'est encore pire pour les femmes : elles sont plus exposées aux problèmes de santé, sont moins susceptibles d'être en mesure de payer pour leurs soins de santé, et doivent souvent s'occuper des membres de la famille qui tombent malades.

Le respect des droits fondamentaux civils et politiques dans les pays pauvres est 35 % plus bas que dans les pays à revenus élevés.⁴⁴

Un autre problème est le **cumul des chocs et des pressions**. Il est clair que les conflits et la fragilité aggravent l'impact des catastrophes (principalement en augmentant la vulnérabilité) et il est légitime de supposer que les catastrophes exacerbent les conflits existants.⁴⁶ Ces risques multiples se conjuguent de manière complexe et les populations doivent y faire face simultanément. Malgré cela, les États et la communauté internationale les traitent de façon isolée.

Le caractère de plus en plus **imprévisible** des saisons⁴⁷ et la volatilité des prix constituent de sérieux défis, en particulier pour les agriculteurs qui ont de plus en plus de mal à prévoir ou à connaître la valeur de leurs récoltes. Et comment anticiper le changement climatique alors que ses conséquences ne sont pas totalement connues ? En Afrique de l'Est, par exemple, il n'y a encore aucun consensus quant à la question de savoir si le changement climatique se traduira par davantage ou par moins de précipitations pour la région,⁴⁸ même si la volatilité croissante des conditions météorologiques ne fait plus aucun doute.⁴⁹

Malgré l'ingéniosité des femmes et des hommes pauvres, et leur recours aux clubs d'épargne, de prêts et d'assurance, aux institutions de microfinance et aux banques, la vie est une recherche constante d'équilibre. Des aubaines saisonnières ou occasionnelles peuvent se présenter, comme de bonnes récoltes ou des envois de fonds, mais au fil des ans, les avancées économiques ont tendance à être plus progressives, tandis que les déclin brutaux sont bien plus courants, qu'ils soient dus à une grave maladie, à une catastrophe ou à un conflit.⁵⁰

Encadré 1 : Micro-assurance pour les foyers pauvres et vulnérables en Afrique

L'assurance est un moyen important de gérer le risque. Pour autant, peu de programmes d'assurance sont conçus spécifiquement pour les agriculteurs des pays en développement.

En 2007, Oxfam, son partenaire local REST, les communautés locales et l'État éthiopien ont conçu un produit d'assurance s'adressant aux paysans pauvres de la région aride de Tigray, en Éthiopie. D'une modeste phase pilote, le projet (désormais rebaptisé « R4 Rural Initiative ») va être étendu à d'autres régions d'Éthiopie et il est en cours de mise en œuvre au Sénégal et dans d'autres pays en partenariat avec le Programme alimentaire mondiale des Nations unies.⁵¹

Ce programme d'assurance-travail a été conçu pour s'intégrer dans le Productive Safety Net Programme éthiopien (PSNP, un filet de sécurité pour garantir un niveau minimal de production agricole), qui fournit des opportunités d'emploi dans des projets de travaux publics. Les agriculteurs peuvent cotiser à une assurance par le biais de leur travail, plutôt que par une contribution financière, dans le cadre de projets communautaires de petite envergure destinés à réduire les risques, par exemple en améliorant l'irrigation ou la gestion des sols.

Si les précipitations passent en deçà d'un seuil prédéterminé, le versement automatique d'indemnités est déclenché. Les années avec des précipitations abondantes, les mesures de réduction des risques génèrent des dividendes.

La garantie d'une indemnisation lors des mauvaises années donne en outre la confiance nécessaire pour investir, avec l'espoir de retombées d'autant plus bénéfiques. Une évaluation menée en 2010 a révélé que les agriculteurs assurés obtenaient des rendements 57 % supérieurs à ceux des agriculteurs non assurés, grâce à l'achat et à la culture de plus grandes quantités de semences, ou de semences à plus haut rendement. Les agriculteurs et les agricultrices affirment avoir davantage d'options et moins d'inquiétude quant à l'avenir. En d'autres termes, ils ont de l'espoir.

DES RISQUES ACCRUS POUR LES FEMMES

Si chaque femme vit une expérience différente, de manière générale, les femmes sont confrontées à des risques accrus et doivent en outre endosser ces fardeaux au nom de leur famille.

Les femmes pauvres sont exposées à des risques sanitaires spécifiques associés à la grossesse et à la maternité, et sont plus vulnérables à des maladies telles que le VIH/sida.⁵³ Elles sont plus vulnérables au divorce, à l'abandon et au veuvage, autant de situations susceptibles d'aggraver grandement la pauvreté et dont elles pourraient ne jamais se relever.⁵⁴ Elles ont moins d'opportunités économiques et touchent donc des revenus inférieurs (du fait du temps mobilisé pour s'occuper de la famille, des normes sur le travail et de la propriété des actifs). Qui plus est, le travail de soin des femmes est trop souvent considéré comme naturel,

En Afrique de l'Ouest, les femmes agricultrices contribuent à la production de 80 % des denrées alimentaires de base, mais ne représentent que 8 % des propriétaires fonciers et accèdent à seulement 10 % du crédit disponible.⁵²

au-delà des politiques gouvernementales et de développement. La violence faite aux femmes touche tous les aspects de leurs vies, y compris la capacité à résister aux chocs et aux pressions, mais elle est également négligée dans les politiques de développement.⁵⁵ Ces facteurs courants « en temps normal » sont encore aggravés par les impacts dévastateurs des crises.

Dans le même temps, les femmes sont moins susceptibles de participer et de peser dans les processus décisionnels influant sur leur résilience car elles sont systématiquement marginalisées. Cela se traduit par des niveaux supérieurs d'illettrisme et d'innumérisme que chez les hommes, et par un accès restreint à l'information, au crédit, à l'aide juridique et à l'emploi formel. Les politiques officielles, la législation et les lois coutumières (sur la propriété foncière, par exemple) et les institutions (faible représentation des femmes ou des groupes minoritaires aux postes à responsabilité) perpétuent souvent l'exclusion sociale et la discrimination. D'après une nouvelle étude mondiale, les normes de genre n'évoluent que lentement et de manière incrémentielle, et très peu dans les zones rurales.⁵⁹

Malgré cela, les femmes ont souvent beaucoup à offrir pour réduire et gérer les risques au niveau du foyer et de la communauté, ainsi qu'à l'échelle nationale. Il est nécessaire d'investir, notamment dans les services et les infrastructures destinées à soutenir la prestation de soins, afin de s'assurer que leurs perspectives ne sont plus ignorées et que leur potentiel en tant que grandes forces de changement soit bien exploité.

Une analyse mondiale menée sur 20 ans révèle que les catastrophes naturelles et leurs conséquences tuent plus de femmes que d'hommes ; cet effet est encore plus criant lors des catastrophes majeures.⁵⁶ Lors du cyclone de 1991 au Bangladesh et du tsunami à Banda Aceh en Indonésie, respectivement 90 % et 70 % des victimes étaient des femmes.^{57 58} Plus le statut socio-économique des femmes est bas, plus il y a de morts.

3 L'INÉGALITÉ FACE AUX RISQUES

Les risques associés aux chocs systémiques décrits plus haut pèsent de manière inégale sur les pauvres et sur les riches.

DES RISQUES TRANSFÉRÉS AUX PAYS PAUVRES

Les politiques économiques ordinaires ont jusqu'à présent échoué à assurer une croissance économique inclusive et durable. Les risques naissent dans les pays développés et émergents, et sont exportés dans les pays en développement.

Cela vaut particulièrement pour le **changement climatique**. Environ 50 % des émissions de carbone mondiales sont produites par à peine 11 % de la population.⁶¹ Mais ceux qui souffrent le plus des impacts du changement climatique sont ceux qui en sont les moins responsables : d'ici 2100, on estime qu'il entraînera un recul du PIB de 12 à 23 % dans les pays pauvres, tandis que l'impact pour les pays les plus riches se situera entre -0,1 % et +0,9 % du PIB.⁶²

Outre le changement climatique, **d'autres limites planétaires**⁶⁴ ont été dépassées ou sont sur le point de l'être. Cela est dû en grande partie à la consommation excessive des ressources par les 10 % les plus riches de la population mondiale et aux logiques de production des entreprises qui leur vendent leurs biens et services. Les pays riches récoltent les bénéfices de l'utilisation des ressources planétaires finies et d'activités émettrices de carbone contribuant à leur croissance économique, tandis que les effets négatifs pèsent sur tous les autres. Et alors que les pays riches peuvent réduire leur exposition et leur vulnérabilité, les pays en développement en sont incapables.

Les cas d'**accaparement des terres** (acquisitions foncières à grande échelle) à l'international ont privé certaines des populations les plus pauvres au monde de leurs terres et de leurs moyens de subsistance. Des expulsions forcées ont été signalées au Honduras, au Guatemala et ailleurs.⁶⁵ Il est largement démontré que ces transactions n'ont jusqu'à présent pas produit tous les avantages espérés par les États et les communautés.

Parmi les autres risques exportés, on peut citer la croissance rapide des **agrocarburants**, soutenue par les pays riches pour réduire l'utilisation de carburants fossiles pour le transport, et la **spéculation excessive sur les denrées alimentaires**, deux tendances qui ont largement contribué aux crises des prix des denrées alimentaires. La volatilité des prix alimentaires sème le chaos parmi les femmes et les hommes en situation de pauvreté, car les plus pauvres dépensent environ les trois quarts de leurs revenus sur les denrées de base.⁶⁶ Dans le même temps, cela

« Ce sont les plus pauvres parmi les pauvres, y compris ceux vivant dans des sociétés prospères, qui seront les plus durement touchés. »

Rajendra Pachauri, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2007⁶⁰

Environ 50 % des émissions mondiales de carbone sont produites par à peine 11 % de la population.⁶³

présente des opportunités exceptionnelles pour les grandes entreprises agroalimentaires telles que Cargill, dont les bénéficiaires ont explosé lors de la sécheresse de 2012 aux États-Unis et lors de la crise alimentaire de 2007-2008.⁶⁷

Le conflit d'intérêt est parfois indiscutable, par exemple lorsque les **marchés des matières premières** sont aux mains d'acteurs puissants capables d'anticiper les risques liés à la volatilité ou de spéculer et d'exacerber la volatilité. Les sociétés de négoce alimentaire et les banques s'opposent à toute mesure susceptible de réguler les marchés alimentaires et des matières premières et de permettre à davantage d'informations de passer dans le domaine public.⁶⁹ Cela signifie que les entreprises conservent les bénéfices (« risques à la hausse ») tout en aggravant les impacts négatifs (« risques à la baisse ») pour les autres.

Une telle spéculation [sur les denrées alimentaires] peut avoir de graves conséquences pour les agriculteurs et les consommateurs, et est inacceptable, par principe.

Deutsche Bank⁶⁸

LES INÉGALITÉS, TERREAU DE LA VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité ne frappe pas au hasard. Les personnes sont vulnérables parce qu'elles sont exclues politiquement, socialement ou économiquement et ont donc peu accès aux ressources, aux informations et aux cercles d'influence et de décision.

Les opportunités économiques sont essentielles pour développer la résilience, et certaines **grandes entreprises** renforcent la résilience de populations pauvres en les soutenant activement via leur chaîne d'approvisionnement.⁷¹ Toutefois, d'autres font jouer leur influence pour transférer délibérément les risques sur les populations pauvres. Par exemple, au Pérou, les réserves d'eau sont en baisse avec la fonte des glaciers, et la majeure partie est ponctionnée ou polluée par les sociétés minières, privant les communautés locales d'eau salubre.⁷²

Dans d'autres cas, les **élites locales** utilisent leur richesse et leur influence pour protéger leurs intérêts et/ou exclure les populations pauvres. Dans certaines régions d'Inde, les élites locales ont profité d'une partie des avantages du programme Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Scheme (destiné à garantir un emploi aux personnes pauvres) en influant sur les travaux publics à réaliser, en excluant les castes inférieures, et en faisant appel à des entrepreneurs.⁷³

En 2012, les 100 personnes les plus riches gagnaient au total 240 milliards de dollars, soit quatre fois de quoi mettre un terme à la pauvreté extrême sous le seuil de 1,25 dollar par jour.⁷⁰

Les **personnes riches** sont capables de réduire leur propre vulnérabilité (par le biais d'assurances, d'institutions de soutien, d'options financières et sociales), contrairement aux personnes pauvres. Cela est symptomatique d'une société de l'inégalité qui protège les personnes riches et influentes.

Les **institutions** sont une composante essentielle. Elles régissent l'accès aux ressources, mais représentent rarement les personnes pauvres. Par exemple, en Inde, il n'existe pas de processus officiel de consultation des petits producteurs, dont une grande partie sont des femmes, au niveau des états ou du pays. Le comité sur les marchés

physiques, qui intervient sur les marchés de gros, sert principalement les intérêts des grandes entreprises et n'implique pas les PME. Il n'y a pas non plus de voie officielle permettant aux petits agriculteurs de contribuer aux travaux de la commission de planification, un organe très influent en Inde.⁷⁴

Les groupes puissants manipulent les institutions pour s'accaparer davantage de services de l'État, contrôler les marchés et exercer une influence privilégiée sur la structure de la société afin de mitiger leur exposition au risque. En Éthiopie, des femmes participant à un programme d'irrigation mis en place par la communauté elle-même n'ont pas reçu la part d'eau qui leur revenait, car elles n'avaient pas de quoi payer les pots-de-vin nécessaires, ni le statut social pour faire valoir leurs droits sans pots-de-vin.⁷⁵

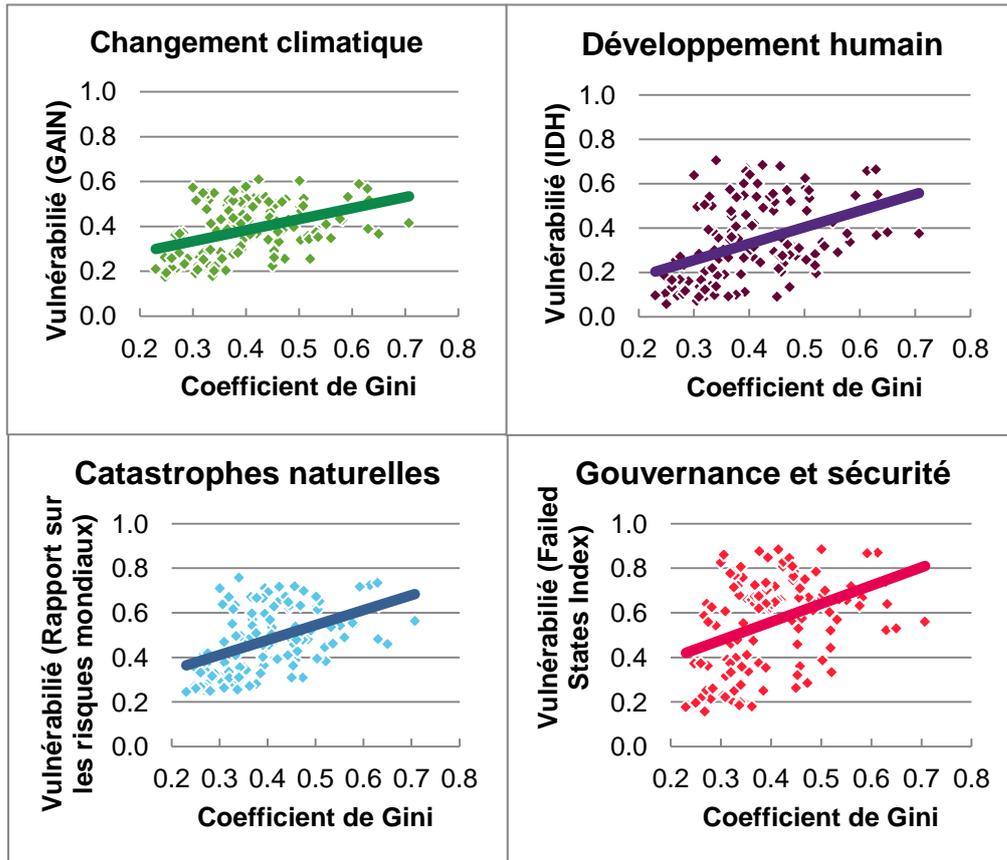
Les institutions au service de puissantes élites et d'intérêts particuliers bien organisés sont souvent réticentes au changement, car elles cherchent à les défendre et à les perpétuer. Par exemple, au Guatemala, le secteur du sucre est dominé par les grandes entreprises agroalimentaires et bénéficie d'une protection spécifique face aux accords de libre-échange. À l'inverse, le maïs est une affaire de petits producteurs et son commerce a été complètement libéralisé, permettant une explosion des importations depuis des exploitations subventionnées aux États-Unis.⁷⁶

Les inégalités se creusent de plus en plus. C'est injuste et inacceptable. En outre, elles renforcent les systèmes qui confinent plus encore les populations pauvres dans une situation de risque qu'elles ne peuvent pas gérer. L'inégalité signifie bien souvent que seuls les plus riches ont accès à l'éducation, aux soins de santé et au crédit. Ainsi, seule une minorité de la population est en mesure de développer pleinement son potentiel productif et personnel.⁷⁸

Une analyse d'Oxfam indique que les pays au sein desquels les revenus sont les plus inégaux ont aussi une population plus vulnérable. Il n'existe pas de mesure absolue de la vulnérabilité. Oxfam a donc utilisé quatre indices différents reflétant les facteurs sociaux révélateurs de la vulnérabilité, tout en tenant compte des chocs et des pressions spécifiques : l'indice de développement humain, qui établit les niveaux de revenus, de santé et d'éducation ; l'indice de vulnérabilité du Rapport 2011 sur les risques mondiaux,⁷⁹ principalement axé sur les catastrophes naturels ; la partie de l'indice GAIN⁸⁰ mesurant la vulnérabilité au changement climatique ; et le Failed States Index,⁸¹ qui s'intéresse aux questions de gouvernance et de sécurité. Dans tous les quatre, la vulnérabilité augmente clairement en fonction de l'inégalité des revenus (mesures effectuées d'après le coefficient Gini).

Moins de 10 pour cent des travailleurs des pays les moins avancés bénéficient d'une sécurité sociale, pourcentage qui varie entre 20 et 60 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire, pour avoisiner les 100 pour cent dans la plupart des pays industriels.⁷⁷

Figure 2 : La vulnérabilité augmente avec les inégalités de revenus



Source : Analyse Oxfam d'après le Rapport 2011 sur les risques mondiaux, l'indice GAIN, l'indice de développement humain et le Failed States Index^{B2}

4 L'ÉCHEC DES RÉPONSES

Les efforts internationaux et nationaux face à l'augmentation du nombre de personnes en situation de risque ont été inappropriés, tant en termes de réduction des risques que de moyens mis en œuvre pour les gérer.

LE RÔLE DES ÉTATS

Les États ont une responsabilité légale et politique dans la redistribution du risque pour ne pas le laisser peser sur les plus faibles et les plus vulnérables. Ils doivent aussi s'assurer que le risque est supporté de manière plus homogène par l'ensemble de la société⁸⁴ (cela peut passer par une taxation des plus riches ou des entreprises afin de consolider des digues ou de garantir un socle de protection sociale,⁸⁵ ou par la fourniture de réserves alimentaires et la fixation de prix agricoles garantis pour les agriculteurs, ou encore par la mise en place de systèmes d'urgence pour réagir de manière équitable aux catastrophes). De même, les États peuvent se révéler les principaux facteurs de risque accru en perpétuant les inégalités, en adoptant des modèles économiques qui ne redistribuent pas les richesses et les risques, et en ne prélevant pas leur part aux plus riches.

Certains États ont fait preuve de **leadership** dans le renforcement de la résilience. Les Philippines et le Bangladesh, notamment, ont fait de réels efforts pour gérer les catastrophes naturelles et le changement climatique. Aux Philippines, les gouvernements locaux sont tenus légalement de consacrer au moins 5 % des recettes ordinaires aux mesures de réduction, de préparation et d'atténuation des catastrophes.⁸⁷ Le Niger a pour sa part fait de la sécurité alimentaire une priorité politique par le biais de son programme « 3N » (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »), avec l'appui du Premier ministre et la création d'une commission spécifique, mais la route est encore longue. Même si les inégalités restent fortes au Brésil, elles sont en recul grâce aux efforts concertés de l'État, avec notamment d'importantes augmentations du salaire minimum, des programmes de protection sociale dont une retraite universelle et la *Bolsa Familia*, ainsi qu'un engagement fort dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités.⁸⁸

Si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30 pour cent les rendements de leur exploitation, [...] hausse qui, à son tour, pourrait se traduire par une réduction de 12 à 17 pour cent du nombre de personnes souffrant de faim dans le monde.⁸³

« Les saisons n'ont plus rien à voir avec ce qu'elles étaient et il n'est plus possible de dépendre d'une seule stratégie de subsistance [...] la diversification est devenue essentielle. »

Un éleveur de Katilu⁸⁶

Ces exemples montrent qu'un changement positif et un leadership fort sont possibles. Mais les pays où ils n'ont pas eu lieu sont encore plus nombreux. Par exemple, le Kenya et l'Éthiopie ont lourdement investi dans des systèmes d'alerte précoce. Malgré cela, lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique, des millions de personnes avaient toujours besoin d'une aide d'urgence, le Kenya a tardé à déclarer l'état d'urgence et en Éthiopie, les donateurs ont expliqué craindre que les chiffres officiels des personnes dans le besoin aient été largement sous-estimés.⁹⁰

Enfin, il y a encore trop de femmes et d'hommes très pauvres et vulnérables. **La croissance économique est nécessaire, mais pas suffisante** pour réduire cette vulnérabilité. Bien souvent, les personnes pauvres ne parviennent pas à tirer profit de la croissance économique à cause des obstacles inhérents à leur pauvreté, à leur marginalisation politique et à leur situation géographique.⁹¹ Par exemple, le soutien de la plupart des États de pays en développement pour l'agriculture est axé sur l'augmentation de la productivité et la modernisation de l'agriculture à grande échelle. Les petits producteurs sont supposés également en profiter, mais cela n'est pas susceptible de se produire à moins d'abattre les obstacles à la participation des petits exploitants dans les marchés (accès aux terres, au crédit, aux connaissances et aux marchés) et à la capacité des femmes à endosser des rôles autres que les travaux non rémunérés ou les corvées.⁹² Par conséquent, seul un petit nombre d'exploitations bénéficient des investissements agricoles.⁹³

*Selon le Rapport 2012 sur les progrès en Afrique, « le modèle actuel de percolation de la croissance confine trop de gens dans la pauvreté, trop d'enfants dans la faim et trop de jeunes dans le chômage ».*⁸⁹

Ce sont souvent les États qui fixent les règles en faveur des grandes entreprises et leur accordent des exonérations d'impôt considérables⁹⁴ alors que les petites entreprises sont écrasées par la bureaucratie, la surréglementation et la corruption.⁹⁵ Les femmes doivent en outre s'acquitter d'une part disproportionnée de travail non rémunéré pour leur famille, empiétant sur le temps disponible pour des activités économiquement productives.

Les États peuvent légitimement affirmer **manquer de ressources et de compétences techniques**. Les capacités des représentants de l'État au niveau local, du district et national peuvent en effet constituer un réel obstacle et un appui extérieur peut être nécessaire. En termes de ressources, le coût de la prestation d'une protection sociale universelle de base⁹⁶ et de soins de santé élémentaires peut varier de 4 % du PIB en Inde à 10 % au Burkina Faso.⁹⁷ Cela restera un défi pour tous les pays à bas revenus où l'aide perdurera probablement comme élément clé du financement (le programme du Fonds mondial pour la protection sociale a été conçu pour couvrir le fossé financier que les États sont incapables de combler).⁹⁸

Dans les pays à revenu intermédiaire, les coûts devront être supportés en majeure partie par les pays eux-mêmes, grâce à la fiscalité et à la lutte contre la corruption.⁹⁹ De nombreux pays devront augmenter leurs recettes fiscales de manière équitable, car celles-ci sont actuellement trop faibles pour soutenir des programmes sociaux ambitieux. Au Bangladesh et au Pakistan, le ratio recettes fiscales/PIB n'est que de 9 %, ¹⁰⁰ contre 16,6 % en Inde, ¹⁰¹ 32 % au Brésil, ¹⁰² et environ 35 % ou plus dans les pays de l'OCDE. ¹⁰³

Renforcement de la résilience dans les situations de conflit

Étant donné le rôle déterminant qui revient à l'État pour renforcer la résilience, qu'advient-il lorsque la légitimité de l'État est contestée ou profondément compromise par un conflit et que les institutions sont faibles ou dysfonctionnelles ? Il est à la fois extrêmement délicat et d'autant plus essentiel de renforcer la résilience dans ce type d'environnement. Les femmes et les hommes sont plus vulnérables, conséquence directe de l'insécurité, mais également d'inégalités pré-existantes (comportements hostiles à la participation et au leadership des femmes, par exemple), ce qui complique l'élaboration de solutions.

Oxfam poursuit le développement de son approche pour le renforcement de la résilience dans les situations de conflit. L'organisation est convaincue que le renforcement de la résilience dans les situations de conflit ne sera possible que moyennant une autonomisation depuis la base et un respect des droits des femmes et des hommes les plus exposés au risque, ainsi que leur participation et leur leadership dans la consolidation de la paix, l'établissement d'une bonne gouvernance et l'éradication des obstacles au développement liés au conflit.

Lorsqu'il existe certaines formes d'institutions publiques, il est important de réunir l'État et la société civile afin de nourrir la confiance et la cohésion sociale, de soutenir le renforcement de la résilience collective et de consolider la redevabilité. Par exemple, le dialogue national pour la consolidation de la paix en Afghanistan exige l'implication d'une société civile forte et représentative.¹⁰⁶ En RDC, le ministre de l'Agriculture envisage de mettre en place des comités pour l'agriculture composés en partie de membres de la société civile et en partie de représentants de l'État.

Lorsque les structures publiques officielles ne fonctionnent pas et manquent de légitimité, il existe souvent des institutions non rattachées à l'État, telles que les réseaux sociaux et confessionnels,¹⁰⁷ capables de fournir certains services et d'apporter une certaine sécurité. Les interventions économiques peuvent contribuer au renforcement de la résilience dans certaines régions.¹⁰⁸ En Somalie, l'État est faible et fragilisé, mais les marchés fonctionnent et le secteur des services est dynamique, si bien que les sociétés privées de transferts d'argent peuvent assurer la remise de fonds aux personnes les plus pauvres.¹⁰⁹

Ces exemples seuls ne permettront pas de renforcer la résilience, mais peuvent constituer un premier pas vers une gouvernance à l'écoute de la communauté, condition préalable à tout renforcement de la résilience.

Encadré 3 : Renforcement de la résilience au conflit en Colombie

Alors que la Colombie, en conflit depuis 50 ans, a entamé des négociations de paix délicates, les niveaux de vulnérabilité aux acteurs armés dans les zones rurales n'ont jamais été aussi élevés, et les déplacements de population ont augmenté de 36 % en 2012. Des villages de la région de Samaniego ont été régulièrement soumis au « confinement » : les acteurs

Selon l'Institute of Economics and Peace, les pays connaissant les plus hauts niveaux de paix ont tendance à être plus résilients aux chocs externes, qu'ils soient économiques, géopolitiques ou naturels.¹⁰⁴

« Notre vie est un calvaire. Ma femme et moi-même tentons de survivre et de subvenir aux besoins de nos enfants. Nous mangeons un seul repas par jour et il y a des jours où nous n'avalons rien du tout. Nous travaillons tous les deux en nous relayant pour essayer de gagner un peu d'argent pour acheter ou cultiver de la nourriture, mais c'est très difficile, sans véritables emplois et sans terre. Si nous tombons malades, nous ne pouvons pas nous permettre d'aller à l'hôpital, et cela a déjà coûté la vie à plusieurs d'entre nous. »

Alain, qui a fui de chez lui, à Dura, Congo, après une attaque de l'Armée de résistance du Seigneur¹⁰⁵

armés fermaient l'accès aux villages sur de longues périodes, empêchant les villageois de travailler aux champs, de récolter ou de planter, ou même de se rendre sur les marchés.

- Les femmes et les hommes ont été contraints de quitter les villages tandis que les réserves alimentaires s'épuisaient. Ce faisant, ils risquaient de perdre leurs terres (les droits fonciers sont régulièrement remis en cause en Colombie, en particulier suite à des déplacements forcés). Oxfam et ses partenaires ont aidé les villageois à mettre sur pieds des jardins potagers permettant à ceux-ci de rester dans leur village pendant les périodes de confinement.
- L'accès aux champs et aux marchés étant restreint par la présence de mines anti-personnel posées par les groupes armés illégaux, Oxfam et ses partenaires ont renforcé les réseaux organisationnels et communautaires afin d'apporter des solutions (sensibilisation, partage d'informations, identification des terrains minés et des itinéraires sûrs) destinées à protéger les moyens de subsistance.
- Au niveau national, Oxfam et ses partenaires ont fait pression sur l'État pour changer les règles et garantir le respect des droits élémentaires. La Cour constitutionnelle de Colombie a établi des obligations en matière d'intervention humanitaire des institutions d'État dans les situations de confinement.

L'ensemble de ces efforts à l'échelle des foyers et au niveau communautaire et national a renforcé la résilience des communautés affectées.

LE RÔLE DU SECTEUR DE L'AIDE INTERNATIONALE

S'il incombe aux États de renforcer la résilience à grande échelle, le secteur de l'aide n'en a pas moins un rôle essentiel pour soutenir et renforcer les États et les communautés, ainsi qu'un rôle encore plus important dans les situations de conflit.

Pour autant, il arrive souvent que l'**aide au développement** ne cible pas les plus vulnérables de manière proactive : elle est aveugle au risque. Pour certaines personnes, le risque peut augmenter de manière considérable sans que les niveaux de pauvreté ne suivent nécessairement, et leur vulnérabilité accrue n'est alors révélée qu'au moment d'un choc, lorsqu'elles sont précipitées dans la pauvreté. Par exemple, l'impact d'un conflit, de la fermeture de frontières ou de la location de terres en bordure de rivière pour l'agriculture commerciale ne devient visible qu'à la saison sèche, lorsque les populations pastorales n'ont plus accès aux sources d'eau et aux pâturages pour la saison sèche.¹¹¹ Si rien n'est fait contre de tels risques, tout gain de développement sera anéanti au moment où le choc frappera, inévitablement.

« L'autonomisation des femmes est le début de la prise de conscience. Les femmes n'avaient pas leur voix au chapitre à l'époque de nos pères, mais aujourd'hui, elles se sont éveillées et elles sont acceptées dans les réunions [...] Elles proposent des solutions pratiques qui apportent des réponses aux problèmes de la communauté. »

Un éleveur de Katilu, Turkana, à propos de la manière dont les défis environnementaux ont influencé les rôles traditionnels¹¹⁰

Une grande partie des efforts de développement ne sont toujours pas déployés dans les zones géographiques exposées à des risques majeurs (on parle d'aversion au risque), soit parce que des opportunités plus productives se présentent ailleurs, soit justement parce que le risque réduirait les impacts attendus. Il y a bien sûr des exceptions¹¹³, mais bon nombre de donateurs s'intéressent de près au retour sur investissement, aux résultats et à la durabilité, ce qui, à moins d'une gestion attentive, est susceptible de décourager les interventions de développement dans les contextes à risque.

Le travail de développement ne se concentre pas suffisamment sur le renforcement des capacités d'adaptation des communautés. Il n'existe pas de méthode prescriptive pour cela. L'une des conclusions de l'Africa Climate Change Resilience Alliance (ACCRA) est que l'on fait trop de cas des actifs et des considérations techniques, sans prêter suffisamment attention aux aspects plus immatériels de l'autonomisation, en lien avec les capacités des institutions et des communautés.¹¹⁴ Les témoignages des bénéficiaires de l'aide corroborent cette conclusion : la plupart attendent de l'aide qu'elle améliore la gouvernance, tout en soutenant les actifs et la reprise économique.¹¹⁵

La réduction des risques de catastrophes naturelles, tout en étant importante, ne peut pas renforcer la résilience si elle n'est pas associée aux questions de développement et de traitement des facteurs de risque sous-jacents (la réduction des risques de catastrophes naturelles est souvent trop axée sur la préparation à l'urgence) ou aux questions de droits et de déséquilibres des forces (la réduction des risques de catastrophes naturelles privilégie souvent les mesures techniques au détriment de la lutte contre les systèmes de pouvoir inéquitables perpétuant la vulnérabilité).

À l'heure actuelle, la réponse aux chocs systémiques est souvent « laissée aux **humanitaires** ». Si l'aide vitale restera toujours nécessaire pour répondre aux besoins urgents, l'intervention humanitaire n'est en revanche pas le meilleur moyen de réduire les vulnérabilités sous-jacentes : ses perspectives à court terme et les outils et compétences de l'intervention d'urgence ne sont pas adaptés pour apporter un changement structurel.¹¹⁷ En fait, le travail humanitaire est actuellement *trop* réactif, plutôt que préventif : seuls 2,6 % de l'aide humanitaire sont consacrés à la prévention et à la préparation aux catastrophes.¹¹⁸ Ainsi, les risques se transforment souvent en crise avant que la moindre intervention soit déclenchée (comme ce fut le cas lors de la sécheresse de 2011 dans la Corne de l'Afrique).¹¹⁹ Il faut mettre un terme aux cycles récurrents d'interventions humanitaires et d'aggravation de la pauvreté.

Une aide humanitaire mal conçue ou mal mise en œuvre peut en fait nuire à la résilience en créant des dépendances et en court-circuitant les marchés locaux et les structures communautaires, ce qui a pour conséquence de les affaiblir. Le secteur humanitaire en est conscient et opère des changements. L'intervention au Sahel en 2012 a confirmé une tendance à l'approvisionnement local en denrées alimentaires et à la fourniture d'une aide en espèces chaque fois que la situation le permet, afin de soutenir les marchés locaux.¹²⁰ Mais la route est encore longue.

« Le manque de souplesse et la courte durée des projets (12 mois) créent des conditions difficiles. Les approches à court terme comptent parmi les principales causes d'échec. Malgré cela, les donateurs continuent d'exiger de la durabilité ! »

Représentant du gouvernement.

« J'avais bien repris le dessus et tout allait bien. C'est alors que [le typhon] Bopha a frappé. Et maintenant je suis complètement désœuvrée. »

Teresa Mainit, une mère de 39 ans dans le barangay de Tidman, Philippines¹¹⁸

Le **fossé entre humanitaire et développement** reflète le manque de prise en compte des expériences et des priorités réelles des populations dans les programmes de développement et les interventions humanitaires. Ceux-ci sont généralement distincts, générant une certaine confusion quant aux méthodes de travail, entraînant des inefficacités en termes de résultats et de coûts et empêchant la planification conjointe.¹²¹

Si les acteurs de l'humanitaire et du développement ne prennent aucune mesure pour lutter contre les risques, le danger est de voir les populations pauvres exposées à des cycles récurrents de crises et de chocs.

5 UNE NOUVELLE APPROCHE

La situation au Sahel illustre bien le cercle vicieux des risques auxquels les populations pauvres sont confrontées : l'intensification des chocs, des pressions et du climat d'incertitude aggrave encore la pauvreté et accroît la vulnérabilité, le moindre choc pouvant suffire à déclencher un nouvel épisode de crise. La crise alimentaire de 2011-2012 au Sahel n'était ni une « catastrophe » type (par ex., des dégâts causés par une catastrophe naturelle majeure, compensés par une aide pour le relèvement) ni un cas de « pauvreté chronique » pouvant être corrigé par un plus grand nombre de projets de développement ; c'était une crise de *résilience*.¹²³

Et au vu des projections climatiques, nous ne devons plus considérer le Sahel et la Corne de l'Afrique comme des cas atypiques, mais plutôt comme des signes annonciateurs de prochaines spirales de vulnérabilité et de risques.

« Je suis si heureuse de savoir que mes petits-enfants ne vont plus jamais se coucher la faim au ventre : les transferts monétaires sont arrivés à point nommé, au moment où la nourriture n'était pas abordable. Les affaires sont bonnes, je suis ravie. »

Caroline Kemunto, participante au programme de protection sociale à Nairobi¹²²

LE DISCOURS INTERNATIONAL SUR LA RÉSILIENCE

Le débat international sur la résilience est animé, et plusieurs initiatives de haut niveau ont été développées au cours des 18 derniers mois pour promouvoir la résilience, notamment l'Alliance Mondiale pour l'Action en faveur de la Résilience aux Sécheresses¹²⁴, la plateforme de l'IGAD pour le renforcement des capacités de résilience à la sécheresse et la durabilité dans la Corne de l'Afrique¹²⁵, le partenariat AGIR pour la résilience aux crises alimentaires au Sahel¹²⁶ et les Champions politiques pour la résilience aux catastrophes.¹²⁷

De telles initiatives sont prometteuses, mais il y a un risque que le discours et la mise en œuvre qui en découle :

- **Ne portent pas sur la lutte contre les inégalités structurelles** : à ce jour, les discussions sur le renforcement de la résilience ont été plutôt stériles et techniques. Dans toute société, la répartition des risques relève foncièrement de la sphère politique, surtout la mesure dans laquelle les risques sont partagés dans la société ou supportés par des personnes. Par conséquent, il est indispensable de chercher à faire évoluer les conditions structurelles sous-jacentes à la vulnérabilité, à l'incertitude et aux risques disproportionnés auxquels les personnes pauvres sont confrontées ;
- **Reviennent au secteur humanitaire** : l'inefficacité et l'inefficience du système actuel de lutte contre la vulnérabilité et la pauvreté chronique sont clairement apparentes dans le secteur humanitaire, qui se retrouve à recoller les morceaux. Le leadership doit émaner des gouvernements nationaux. Et pour les acteurs internationaux, le renforcement de la résilience doit surtout être axé sur le développement, car il est nécessaire de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité en étroite coordination avec l'action humanitaire ;
- **Restent pure rhétorique pour la communauté d'aide** : les débats sont animés,¹³⁰ mais ils doivent rapidement se transformer en actions et enclencher un changement pour les communautés exposées. À défaut, la résilience ne dépassera pas l'effet de mode. Bien que de nombreuses organisations travaillent sur le renforcement de la résilience au Sahel, très peu de financements ont été confirmés en 2013 pour le relèvement et la résilience.¹³¹

« [La Village Savings and Loans Association] m'a aidée à me lancer dans le commerce de rue pour renflouer le budget alimentaire de la famille. Grâce à cette activité, j'ai des revenus pour payer l'éducation de mes enfants et pour couvrir d'autres besoins de la famille, et j'ai aidé mon mari à étendre son exploitation. Nous sommes plus heureux que jamais à la maison »
« Je perdais confiance en l'agriculture, car je cumulais les mauvaises récoltes à cause de précipitations irrégulières et des caprices du climat. Sur notre exploitation communautaire, le renforcement des capacités avec de meilleures techniques de culture et des tests de variétés améliorées de maïs et de soja a augmenté notre rendement et nous a redonné de l'espoir. »

Tipoa Adjei de Zambulugu, Mamprusi est, Ghana, 2012¹²⁹

Encadré 4 : La résilience par l'intermédiaire du programme REECALL (autonomisation économique, adaptation climatique, leadership et apprentissage) au Bangladesh : un exemple de programme holistique

D'après une évaluation menée par Oxfam sur un programme majeur à long terme dans la région du bassin Gange-Brahmapoutre-Meghna au Bangladesh, les actions portaient principalement sur la préparation aux situations d'urgence qui, bien que précieuse, n'aidait pas les populations à prospérer.¹³² Le programme REECALL qui y fait suite vise à renforcer la résilience des communautés grâce à une approche plus intégrée et plus complète s'adressant à la fois aux plus pauvres et aux personnes disposant de quelques ressources.

Sur les terres chars, des îlots exposés aux inondations dans une région très pauvre, isolée et sujette aux catastrophes au nord-ouest du Bangladesh, Oxfam a travaillé avec des partenaires :

- pour s'assurer que les femmes sans-terre aient accès à des terrains communaux par le biais d'un programme de protection sociale mené par les autorités régionales ;
- pour assurer la liaison entre les productrices marginalisées (de tomates, maïs, lait et canards) et le secteur privé afin d'améliorer la qualité de la production, de renforcer les opportunités sur les marchés et d'accroître les revenus ;
- pour renforcer la capacité des associations de producteurs locales afin

qu'elles puissent traiter avec un transformateur national de piments selon des conditions équitables et accéder à des services, notamment des mesures d'atténuation des risques.

Cette intégration des investissements du secteur privé, de la protection sociale par l'État et des opérations de prévention des risques de catastrophe naturelle, associée à des actions de renforcement des capacités et à des activités de courtage, favorise l'autonomisation des femmes et renforce la résilience au sein de plusieurs communautés marginalisées.

UNE VÉRITABLE RÉSILIENCE

Une nouvelle approche du développement et de l'action humanitaire est requise pour changer le quotidien des personnes à risques. Elle doit permettre de faire reculer les inégalités, de placer au cœur du processus les perspectives et les priorités des communautés et des pays en développement, et d'allier les composantes « droits » et « autonomisation » de l'aide au développement à des considérations plus techniques afin d'atténuer les risques.

La question de la *nouveauté* de l'intérêt actuel pour le renforcement de la résilience fait débat. Mais ce qui compte avant tout, c'est de savoir si cet intérêt permet d'améliorer l'existence des bénéficiaires. De nombreuses recommandations politiques au sens large sont connues (socle de protection sociale, réserves alimentaires), et la mise en lumière du renforcement de la résilience est un outil de mobilisation efficace pour s'assurer que ces politiques sont mise en œuvre pour les plus vulnérables.

Priorité aux populations

Les personnes les plus exposées doivent être au centre des discussions sur le renforcement de la résilience. Les populations affectées ont une expérience et un avis sur les risques auxquels elles sont confrontées. Les perceptions et l'expertise technique extérieures doivent être couplées à leurs opinions et à leurs aspirations.

Ces personnes doivent avoir les moyens de participer à tous les niveaux du processus décisionnel, et les organisations qui représentent les personnes défavorisées doivent être renforcées afin de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir.¹³⁴

La société civile a un rôle clé à jouer pour mobiliser et développer une exigence sociale en matière de politiques publiques fortes en faveur de la résilience, mettant ainsi les États face à leurs responsabilités en cas d'inaction. Par exemple, la Campagne pour le droit à l'alimentation en Inde a été déterminante dans l'élaboration du National Rural Employment Guarantee Act qui garantit 100 jours de travail rémunéré aux adultes réalisant des travaux publics à l'échelle locale.¹³⁵

« Je suis un membre actif de notre communauté. Volontaire et motivée en matière de travail social, j'étais ravie de rejoindre la coopérative agricole Vankadzor [...] Nous ne sommes actuellement que trois femmes issues de communautés rurales pauvres, mais nous sommes trois pionnières qui "voyons la lumière au bout du tunnel", nous sommes des acteurs influents de notre société en quête de changement ! »

Nune Avagyan, mère de trois enfants et désormais présidente de la coopérative Vayots Dzor, Arménie¹³³

Il est particulièrement important de soutenir l'organisation collective des hommes et des femmes en situation de pauvreté. En plus d'offrir des opportunités économiques conséquentes aux femmes (par le biais de la diversification des moyens de subsistance, la réduction du risque lié aux expérimentations, le partage des informations et des connaissances), les principaux avantages des collectifs incluent le développement personnel et la création de réseaux sociaux solides, ainsi que le renforcement des capacités et de la confiance.¹³⁷

Les États doivent trouver de nouveaux moyens pour échanger avec leurs citoyens afin de développer collectivement des actions pour anticiper et gérer des risques. Par exemple, Oxfam a travaillé avec des partenaires pour appuyer la création d'un fonds de survie citoyen aux Philippines et du Fonds fiduciaire sur le changement climatique au Bangladesh. Ces exemples cumulés à d'autres modèles émergents de gouvernance nationale du financement pour le climat¹³⁸ peuvent garantir l'implication de la société civile et des communautés affectées quant à l'affectation du financement international et domestique consacré à l'adaptation. Dans l'idéal, celles-ci permettent d'adopter une approche plus transparente, participative, cohérente et durable pour établir des priorités locales et nationales, se démarquant des initiatives sporadiques et à court terme menées par les donateurs.

Intégration essentielle du risque dans le développement durable

Les chocs sont les événements les plus susceptibles de plonger les populations dans une pauvreté durable, créant un cercle vicieux d'épuisement des ressources pour répondre à des besoins immédiats, ce qui affaiblit toute perspective sur le long terme.¹⁴⁰ Pourtant, la plupart des travaux de développement occultent toute analyse des risques liés aux chocs et aux pressions et l'impact de ces risques est trop souvent négligé.

Le fait de prévenir l'effondrement dans la crise et la pauvreté est également une approche rentable, car la prévention est plus économique que le remède. Bien qu'il soit trop simpliste de supposer un rapport entre les coûts et les avantages des actions de prévention des risques de catastrophe naturelle, des études ont démontré à maintes reprises qu'une prévention appropriée des catastrophes naturelles permet de sauver des vies et de réaliser des économies.¹⁴¹

Les États et les acteurs internationaux (Nations unies, donateurs, ONG et OSC) doivent intégrer l'analyse, la réduction et la gestion des risques dans leurs interventions à l'échelle communautaire. Cela implique notamment de :

- **Gérer les risques systémiques et au niveau des foyers** et reconnaître l'impact de ces risques. Parmi les solutions possibles, on peut citer les efforts de « lissage » du revenu et de la consommation, permettant de profiter des pics de revenus (par ex. au moment de la récolte) pour compenser les baisses de revenu (par ex. en cas de

« Nous avons commencé à reboiser les zones proches des cours d'eau pour sécuriser les terres et avons construit plusieurs digues et terrasses pour bien stabiliser les terres arables. Nous essayons à présent d'encourager la municipalité à améliorer le réseau routier afin de ne plus être coupés du monde pendant les pluies. »

Francisca Moreno, productrice de noix de cajou, La Danta, Nicaragua¹³⁶

« Les formations spécialisées sont plus pertinentes que la distribution de produits. Elles nous permettent d'accroître nos revenus et stimulent notre créativité. Nous pouvons diversifier nos moyens de subsistance et utiliser nos gains pour acheter d'autres produits indispensables comme du riz, de la nourriture et des médicaments. »

Femme sur un stand en bord de route, Cambodge¹³⁹

maladie imprévue). Une **flexibilité financière** optimisée et abordable (épargne, crédit, assurance) et des **réserves alimentaires locales** sont essentielles, et le ciblage de ces programmes à destination des femmes peut alléger la charge des soins et devrait en amplifier l'impact ;¹⁴²

- Reconnaître et **réduire les risques qui touchent particulièrement les femmes** et limitent leur résilience, comme les violences sexistes, les droits de propriété et le système injuste de prestation de soins ;
- Accroître la **part des programmes de développement dans les régions essuyant crise après crise**. Les programmes doivent être souples et s'inscrire sur le long terme. Ils doivent en outre s'adapter à des contextes changeants et permettre un déploiement à plus grande échelle. Ils doivent permettre d'identifier une intensification des risques (par ex., l'imminence d'une sécheresse, une flambée des prix), ainsi que des éléments déclencheurs ou des points de basculement critiques. Ils doivent également s'appuyer sur des éléments de projets susceptibles de réduire les risques, comme le renforcement des institutions et des connaissances de la communauté sur les risques potentiels. Ils doivent enfin répondre rapidement aux catastrophes à survenue lente, à l'instar de l'approche « sans regret » qui peut s'avérer bénéfique même si le risque de catastrophe ne se matérialise pas ;
- Affecter une plus grande priorité et davantage de ressources à l'**analyse des risques**. Cette dernière doit être prise en compte dans tout programme de développement afin d'inclure le risque dans la stratégie nationale ou dans le programme d'aide. Elle doit rendre compte spécifiquement des capacités et de la vulnérabilité des femmes (notamment avec une analyse des risques associés au cycle de vie) et être réalisée de manière participative ;
- Passer à une **approche plus souple et plus évolutive**. Les programmes sont généralement conçus de façon linéaire, avec des actions spécifiques censées aboutir à des résultats anticipés. Cette méthode ne reflète toutefois ni l'incertitude, ni la complexité des risques dynamiques et interconnectés. Les programmes doivent être souples afin de trouver le juste équilibre entre planification et adaptation, ainsi qu'entre supervision attentive et apprentissage. Il est essentiel de développer une **méthodologie commune pour mesurer la résilience**.¹⁴⁵¹⁴⁶
- **Promouvoir la capacité d'adaptation des communautés locales**, en tenant compte de leurs aspirations et de leur capacité, et essayer d'encourager l'innovation et de communiquer des informations pertinentes au moment opportun.

Par ailleurs, pour les États, l'analyse, la réduction et la gestion des risques, ainsi que la planification de la résilience doivent devenir des incontournables dans l'action des ministères concernés (santé, agriculture, urbanisme, etc.) et être intégrées dans leurs stratégies et dans leurs programmes.

*Au Kenya, les activités de renforcement de la résilience coûtent en moyenne 1 milliard de dollars/an **de moins** qu'une réponse humanitaire tardive classique, comme celle déployée après la sécheresse de 2011.*¹⁴³

*Une vaste enquête menée dans plus de 70 pays sur une quarantaine d'années a démontré que la mobilisation pour la défense des droits des femmes a joué un rôle plus important dans la lutte contre les violences faites aux femmes que **tout** autre facteur, notamment la richesse nationale, l'orientation politique ou encore la présence de femmes en politique.*¹⁴⁴

« Il n'y a pas d'approche unique ni de recette miracle pour la résilience. »

Dante Dalabajan, responsable du programme Oxfam aux Philippines

Le secteur privé doit tout mettre en œuvre pour réduire les risques :

- **En développant une approche durable et équitable quant à l'utilisation des ressources**, en s'engageant notamment à éviter toute pratique commerciale susceptible de priver les groupes vulnérables des terres, de l'eau et d'autres ressources ;
- **En créant des produits financiers avec et à destination des populations pauvres**, en se concentrant notamment sur les femmes, afin de proposer des services souples de gestion de la trésorerie, des produits d'épargne sur le long terme et des prêts forfaitaires grand public conséquents ;
- **En intégrant davantage de femmes et de groupes vulnérables dans plusieurs chaînes d'approvisionnement** pour soutenir et renforcer les capacités locales.

À l'échelle internationale, le risque et la résilience doivent être intégrés dans le cadre de développement post-2015, ainsi que dans le Cadre d'action de Hyogo post-2015 (le cadre international pour la prévention des risques de catastrophe naturelle)¹⁴⁷ et dans le nouvel accord sur le changement climatique afin de promouvoir une action plus forte au niveau national.

Lutter contre les inégalités et répondre aux questions des droits et du pouvoir pour redistribuer les risques

La vulnérabilité s'explique en grande partie par les inégalités liées au genre et aux revenus, et par les violations des droits fondamentaux. Des actions ciblées à destination des plus vulnérables sont donc requises. Les groupes défavorisés ont besoin de services et d'un soutien renforcés afin de promouvoir l'égalité des chances et de corriger les inégalités.

Les **États** doivent :

- Faire de la **réduction des inégalités liées au genre et aux revenus une priorité nationale** et intégrer ces notions dans les programmes de développement ;
- Recourir à des **mesures objectives de la vulnérabilité** pour garantir une priorisation équitable des ressources ;
- Ne pas simplement supposer que les richesses auront des retombées, mais **cibler la croissance sur les populations et dans les lieux les plus pauvres**, notamment à destination des femmes ;
- Répondre aux **besoins fondamentaux** des hommes et des femmes. Ce point est essentiel par définition, mais également parce que ces services sont déterminants pour aider les plus vulnérables en cas de chocs, en leur permettant de s'adapter et de lutter contre les inégalités. L'impact sera encore plus grand si ces services sont axés sur les besoins prioritaires des femmes. Ils doivent inclure :
 - La gratuité des services de soins de santé, les chocs sanitaires étant la cause la plus courante d'un enlèvement dans la pauvreté ;

« Nous savons qu'à chaque fois qu'une crise frappe, 80 % des personnes les plus touchées appartiennent aux 20 % les plus pauvres et les plus vulnérables. Ce sont les personnes qui ont le moins accès aux sphères du pouvoir. »

Kristalina Georgieva,
Commissaire européen à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réaction aux crises.¹⁴⁸

- La gratuité des services d'éducation, car l'alphabétisation est essentielle pour acquérir les connaissances et susciter l'innovation nécessaires pour renforcer les capacités d'adaptation et lutter efficacement contre les inégalités liées au genre et au revenu ;
- Des programmes de protection sociale (en luttant contre l'épuisement des ressources et en atténuant les risques personnels encourus par les personnes pauvres lorsqu'elles investissent, la protection sociale peut soutenir les populations pauvres et la croissance) ;¹⁴⁹
- Soutenir des **actions durables en faveur des pauvres** en investissant dans des infrastructures clés (routes, énergie, informations, Internet) et en limitant la bureaucratie et les tracasseries administratives. Ils doivent légiférer pour s'assurer que les grandes entreprises contribuent à la résilience des personnes pauvres et partagent les risques et les valeurs dans leur chaîne d'approvisionnement ;
- Financer un soutien plus important à destination des plus vulnérables en **augmentant les recettes fiscales** de sorte que l'imposition représente 15–20 % du PIB,¹⁵⁰ en développant des régimes d'**imposition progressive** (les produits de première nécessité ne doivent pas être sujets à la TVA, entre autres)¹⁵¹ et en luttant fermement contre l'évasion et la fraude fiscales, et contre la **corruption** ;
- Créer des **institutions et des mécanismes participatifs et inclusifs au niveau local, du district et national** qui permettent de tenir compte, dans les stratégies nationales, des opinions et des priorités des hommes et des femmes en matière de planification des risques et de la résilience ;
- **Investir dans des secteurs dont dépendent les hommes et les femmes pauvres pour leurs moyens de subsistance**, notamment l'agriculture à petite échelle et les réserves alimentaires, et privilégier le rôle des femmes dans ces investissements ;

Selon Oxfam, une augmentation significative de la fiscalité dans 52 pays en développement pourrait permettre de lever 31,3 % de recettes fiscales supplémentaires, soit 269 milliards de dollars.¹⁵²

Les acteurs internationaux doivent **soutenir activement le travail des États** en déployant les capacités techniques et financières éventuellement requises, et doivent intensifier leur rôle dans les pays touchés par un conflit. Par ailleurs, ils doivent :

- **Soutenir les mouvements sociaux et les organisations de femmes** pour faire des risques et des inégalités une question politique dans leur pays, en incitant les responsables politiques à expliquer ce qu'ils entendent faire pour lutter contre les inégalités et redistribuer les risques de façon plus équitable ;
- S'assurer que **l'analyse des forces en présence est un élément essentiel** du renforcement de la résilience. Les outils disponibles doivent être adaptés pour combiner risque et pouvoir ;
- Proposer un **cadre de soutien international** : les acteurs internationaux doivent adapter les systèmes d'aide pour soutenir les efforts déployés à l'échelle nationale pour renforcer la résilience, et les institutions régionales (telles que la CEDEAO, l'UE et l'ANASE) doivent créer des **cadres de soutien régionaux** ;

- **Soutenir** les programmes de sécurité sociale, notamment le **Fonds mondial pour la protection sociale**.

Encadré 5 : Associer risques, droits et pouvoir : à quoi cela pourrait-il ressembler ? Exemple de programmes de protection sociale.

Les programmes de protection sociale ont un rôle important à jouer pour renforcer la résilience. Ils doivent :

- Répondre au **risque de chocs et de pressions**, ce qui implique d'être souple et capable de déployer ou de restreindre rapidement la portée des programmes. Les programmes au Bangladesh et en Éthiopie n'ont malheureusement pas permis un déploiement à la hauteur de la crise des prix alimentaires de 2008. La valeur des transferts monétaires dans le Productive Safety Net Programme (filet de sécurité pour garantir un niveau minimal de production agricole) en Éthiopie a augmenté de 33 % alors que les prix alimentaires ont augmenté de 300 %, ce qui a plongé un grand nombre de personnes dans une profonde détresse.¹⁵³
- Ancrer dans les **droits de l'homme** les principes de redevabilité, de non-discrimination, de participation, d'**autonomisation** et d'égalité hommes/femmes. C'est précisément ce que fait le Hunger Safety Net Program (HSNP) au Kenya avec sa charte sur les droits et les responsabilités. Ce programme s'est également doté d'un Comité indépendant sur les droits, auprès duquel il est possible de déposer des réclamations, qui doivent alors être traitées dans les 30 jours. Le programme s'est fixé des objectifs élevés (par ex., les règlements doivent être effectués dans leur totalité et dans les temps, les points de paiement doivent se trouver à distance raisonnable des habitations des bénéficiaires) et tous les résidents ont le droit d'être informés sur le programme et d'être traités avec respect.¹⁵⁴

LEVER LES OBSTACLES INSTITUTIONNELS

Au vu de son importance et de nos connaissances actuelles des programmes efficaces (bien qu'ils peuvent encore être améliorés), pourquoi le renforcement de la résilience n'est-il pas encore la norme ? Pour la communauté d'aide internationale, les principaux obstacles sont institutionnels. De nouvelles méthodes de travail et de financement sont requises pour permettre un renforcement radical de la résilience.

Des méthodes de travail adaptées

Des méthodes de travail inappropriées entravent le développement de la résilience dans les communautés.

Tous les acteurs des différentes organisations doivent collaborer davantage afin de créer une compréhension commune de la problématique complexe en présence et de trouver une solution conjointe. Des partenariats forts doivent être établis entre l'État, les communautés, la société civile, les institutions universitaires et de recherche, les ONG, les agences des Nations unies et le secteur privé.

« Sur le long terme, le développement est le facteur de renforcement de la résilience le plus efficace pour les plus vulnérables. »

Kristalina Georgieva,
Commissaire européen à l'aide
humanitaire¹⁵⁵

Des évaluations et des analyses conjointes sont essentielles pour identifier les principaux obstacles à la résilience, développer des objectifs communs, assurer l'appropriation des résultats et contribuer à des solutions collaboratives.

Les acteurs internationaux (donateurs, Nations unies, ONG internationales) doivent combler le fossé entre humanitaire et développement, en associant ou en intégrant stratégiquement les programmes humanitaires et de développement. Une tâche délicate en raison de la diversité qui subsiste entre humanitaire et développement (ciblages géographiques, bénéficiaires, culture et état d'esprit), et qui peut appeler des changements culturels, structurels et organisationnels. Mais l'ampleur du défi rend cette évolution indispensable. Cela implique notamment :

- De définir des **objectifs conjoints pour renforcer la résilience, une stratégie unique et des indicateurs communs** afin de faciliter le rapprochement entre humanitaire et développement. Des évaluations conjointes des besoins et des exercices communs de programmation et de planification doivent devenir la norme. Les cellules de programmation conjointes de l'USAID¹⁵⁷ sont un modèle très intéressant à suivre ;
- D'améliorer la **combinaison, l'intégration, la chronologie et l'articulation** entre les interventions humanitaires et les actions de développement. Les acteurs doivent être en mesure de s'adapter à des contextes changeants, notamment en assurant un déploiement à plus grande échelle en cas de crise ;
- D'identifier les **changements organisationnels** (des systèmes et des processus, des compétences du personnel, culturels, structurels et de leadership) requis pour faciliter une action commune ;
- De répondre de front à la complexité de la situation, avec la flexibilité requise pour renforcer la résilience, et de développer un **instrument commun de mesure de la résilience**.

Un financement adapté

De nos jours, trouver un financement pour renforcer la résilience revient à essayer d'enfoncer une cheville carrée dans un trou rond. Le renforcement de la résilience requiert un financement souple et durable, souvent à même de répondre simultanément à des besoins immédiats et à d'autres besoins sur le long terme. Mais cet objectif est quasiment impossible à atteindre au vu des deux sources de financement existantes, très différentes l'une de l'autre. Les donateurs doivent oser changer de modèle de financement ou identifier des solutions innovantes et souples.

Les donateurs doivent :

- S'engager à proposer un **financement flexible sur le long terme** (sur 6 à 10 ans¹⁵⁹) pour des programmes de renforcement de la résilience (par le biais de modificateurs de crise, de programmes intégrés, de fonds de réserve optimisés, etc.) ;
- Proposer un financement humanitaire préventif et pluriannuel¹⁶⁰ pour

« En superposant, en intégrant et en articulant correctement l'aide humanitaire et l'aide au développement, nous pouvons étendre les objectifs de chacun bien au-delà de ce que nous pourrions réaliser avec un programme isolé. »

Politique de l'USAID sur la résilience en cas de crises répétées¹⁵⁶

« La programmation de la résilience dans un contexte humanitaire [...] a des coûts initiaux plus élevés que des interventions vitales de base.

Il est toutefois indispensable d'investir dans la résilience pour aider les Somaliens à sortir de la crise et à améliorer leur situation de façon plus durable. »

CAP (Consolidated Appeal Process des Nations unies) en Somalie¹⁵⁸

permettre d'identifier et de financer des solutions sur le long terme plutôt que de financer plusieurs projets successifs.

Encadré 5 : La difficulté de trouver des financements pour les programmes de renforcement de la résilience

À Guera (Tchad), Oxfam a mis en place un nouveau programme qui s'étend sur sept ans. Ce programme suit une approche structurée et inclut une série d'interventions (nutrition, maraîchage, chaînes de valeurs, réserves alimentaires), mais souhaite également laisser l'expertise humanitaire aux mains de l'équipe de sorte qu'elle dispose de la flexibilité et de la souplesse nécessaires pour répondre aux crises.

Toutefois, ce programme ambitieux et complexe est actuellement soutenu par neuf donateurs différents, chaque donateur n'étant disposé qu'à financer un volet particulier du programme. Neuf donateurs, et donc neuf approches différentes pour les calendriers, les logiques, les évaluations, les audits, le reporting, l'achat, les procédures financières et les exigences. Le niveau de gestion requis peut être assuré grâce à des systèmes de gestion complexes et un personnel dédié, mais cela augmente les coûts en matière de comptabilité et de contrôle budgétaire, et l'on passe à côté d'opportunités d'intégration de la planification et de la mise en œuvre.

6 RECOMMANDATIONS

L'exposition des populations aux risques et l'accès aux ressources doivent être mieux répartis dans la société pour permettre aux communautés de faire valoir leurs droits. Ainsi, ces communautés pourraient non seulement faire face aux chocs et aux pressions, mais également avoir de l'espoir pour l'avenir, choisir la manière dont elles entendent vivre leur vie et s'adapter aux changements. Cela exige une approche plus radicale du renforcement de la résilience, visant à corriger les inégalités structurelles qui exacerbent la vulnérabilité.

Les États doivent faire preuve de leadership en matière de renforcement de la résilience et de réduction des inégalités. Ils ont la responsabilité et la capacité d'intervenir à grande échelle. Le renforcement de la résilience et la réduction des inégalités doivent devenir des priorités nationales et faire partie intégrante des programmes nationaux de développement. La communauté internationale doit néanmoins apporter un soutien étendu et s'impliquer davantage dans les pays frappés par un conflit.

Les efforts de renforcement de la résilience doivent porter sur les inégalités, les pouvoirs et les droits. Les élites nationales et internationales usent de leur pouvoir sur les marchés, les États et les institutions pour réduire leur propre exposition aux risques. Ces derniers sont transférés aux populations pauvres, que ce soit directement ou par le biais d'institutions biaisées. Il est indispensable de s'attaquer aux causes structurelles des inégalités liées au genre et aux revenus, terreau de la vulnérabilité. Cela implique notamment de :

- partager les risques sur l'ensemble des sociétés, par le biais de systèmes d'assurance sociale et d'autres actions s'adressant aux groupes défavorisés nécessitant plus de soutien et de services, ne serait-ce que pour leur offrir les mêmes opportunités ;
- mettre en place des institutions en faveur des plus pauvres à tous les niveaux, représentant ou répondant aux besoins et aux capacités des plus vulnérables ;
- permettre aux femmes et aux hommes d'affirmer leurs droits et de demander des comptes aux détenteurs du pouvoir en participant à la prise de décisions à tous les échelons ;
- fournir des services de base essentiels de santé et d'éducation gratuits, ainsi qu'une protection sociale ;
- trouver les ressources pour financer cela par le biais de régimes fiscaux progressifs et de la lutte contre la corruption.

Les actions de développement doivent intégrer les risques.

L'identification, l'analyse et la gestion des risques doivent être des composantes essentielles du développement. Les chocs peuvent précipiter des populations dans la pauvreté et les y maintenir. Le fait de

prévenir l'effondrement dans la crise et la pauvreté est une approche rentable.

- Les États doivent intégrer la réduction des risques dans leurs programmes nationaux de développement et à travers les différents services et ministères.
- Les organisations internationales doivent cibler directement les risques pour les personnes pauvres dans leurs programmes, plutôt que de traiter les chocs et les pressions comme des facteurs externes.
- Les priorités géographiques doivent changer de sorte à renforcer la part des efforts de développement déployés dans les contextes à risque.

Une réforme institutionnelle est nécessaire. Les donateurs internationaux, les agences des Nations unies et les ONG doivent passer des paroles aux actes en matière de renforcement de la résilience, avec des actions durables pour abattre les obstacles institutionnels entre aide humanitaire et développement. Les équipes éparses doivent être remplacées par une planification, des stratégies et des programmes conjoints, intégrés et interconnectés. Les donateurs doivent pour leur part assurer un financement souple sur le long terme.

Les cadres internationaux doivent soutenir la réduction des risques avec un ensemble de mesures :

- Tous les États doivent s'assurer que le risque et la résilience se reflètent dans le cadre de développement post-2015, y compris avec un nouvel objectif concernant les risques, ainsi qu'un cadre d'action de Hyogo renforcé.
- Les pays développés doivent de toute urgence réduire leurs émissions afin de maintenir le réchauffement climatique en deçà des 2 °C. Ils doivent également veiller à consacrer à l'adaptation au moins la moitié des 100 milliards de dollars (par an d'ici 2020) engagés à Copenhague pour le financement sur le climat.
- Les donateurs doivent financer le « Fonds mondial pour la protection sociale » proposé.

NOTE

- ¹ UNISDR (2011), « Global Assessment Report », p. 32.
- ² Banque mondiale (2012), « Turn Down the Heat. Why a 4°C Warmer World Must be Avoided », novembre 2012, http://climatechange.worldbank.org/sites/default/files/Turn_Down_the_heat_Why_a_4_degree_centrigrade_warmer_world_must_be_avoided.pdf ; Kevin Anderson et Alice Bows (2010), « Beyond “dangerous” climate change: emission scenarios for a new world », *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 29 novembre 2010 ; <http://rsta.royalsocietypublishing.org/content/369/1934/20.full.pdf+html>
- ³ Banque mondiale, Fiche thématique. http://siteresources.worldbank.org/EXTLICUS/Resources/OPCS_FCS_IB_FINAL.pdf
- ⁴ Swiss Re (2010), « Microassurance – couverture des risques pour 4 milliards de personnes ». *Sigma* N° 6/2010, http://media.swissre.com/documents/sigma6_2010_fr.pdf. Swiss Re estime que quatre milliards de personnes vivant avec moins de 4 dollars par jour pourraient bénéficier de la microassurance pour couvrir leurs pertes en cas de risque majeur ou de choc financier. La pénétration de la microassurance est actuellement de 2 à 3 % du marché potentiel.
- ⁵ <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-protection/lang--fr/index.htm>
- ⁶ OMS (2010), « Rapport sur la santé dans le monde 2010 : Le financement des systèmes de santé : le chemin vers une couverture universelle ». Chapitre 1. <http://www.who.int/whr/2010/fr/index.html>
- ⁷ <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2012/12/typhoon-bopha-blow-to-philippine-seaweed-farmers>
- ⁸ Murphy et al. (2012), « Cereal Secrets: The world’s largest grain traders and global agriculture », rapport de recherche d’Oxfam. <http://www.oxfam.org/en/grow/policy/cereal-secrets-worlds-largest-grain-traders-global-agriculture>
- ⁹ Fiona Flintan (2011), « Summary Brief: The causes, processes and impacts of land fragmentation in the rangelands of Ethiopia, Kenya and Uganda », REGLAP. <http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=24288>
- ¹⁰ Comité d’aide au développement (CAD) de l’OCDE, Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (2013), « Ensuring Fragile States are Not Left Behind: 2013 factsheet on resource flows in fragile states », p. 1. <http://www.oecd.org/dac/incaf/factsheet%202013%20resource%20flows%20final.pdf>
- ¹¹ « Customary Governance Structures and Adaptive Capacity to Climate Change: Learning from the case of women pastoralists in Turkana, Kenya », Sarah Standley, 23 mars 2012, non publié.
- ¹² CARE (2013), « JotoAfrika – Adapting to Climate Change in Africa: Community Based Adaptation – Experiences from Africa ». <http://www.careinternational.org.uk/research-centre/climate-change/249-jotoafrika-adapting-to-climate-change-in-africa-community-based-adaptation-experiences-from-africa>
- ¹³ « Addressing the Root Causes of Humanitarian Crises: How the international community can help build resilience in the Sahel ». Discours de Kristalina Georgieva, Commissaire européen à la coopération internationale, à l’aide humanitaire et à la réaction aux crises. http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-12-922_en.htm
- ¹⁴ Oxfam (2013), « Quelles leçons tirées ? Un bilan de la réponse à la crise alimentaire 2012 au Sahel pour construire la résilience », Document d’information d’Oxfam 168, avril 2013.
- ¹⁵ Oxfam (2009), « A traditional form of herd allows families to rebuild herds in Ethiopia: Families share the offspring from their small herds with neighbors in need », Coco McCabe, pour le site Web d’Oxfam America, 6 novembre 2009. <http://www.oxfamamerica.org/articles/a-traditional-form-of-help-allows-families-to-rebuild-herds-in-ethiopia/?searchterm=qaballe%20sirba> (dernière visite le 18 février 2013)
- ¹⁶ D. Narayam, L. Pritchett et S. Kapoor (2009), « *Moving Out of Poverty: Success From the Bottom Up, Overview* », Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/INTMOVOUTPOV/Resources/Overview.pdf>
- ¹⁷ Collins et al. (2009), « *Portfolios of the Poor: How the World’s Poor Live on \$2 a Day* », Princeton University Press.
- ¹⁸ Banque mondiale (2011), « Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflit, sécurité et développement ». N.B. : le terme « fragile » a été utilisé de manière informelle pour désigner les pays caractérisés par un manque de capacité ou de volonté de l’État pour lutter contre la pauvreté et soutenir le développement.
- ¹⁹ <http://siteresources.worldbank.org/INTMOVOUTPOV/Resources/Overview.pdf>
- ²⁰ UNCTAD (2010), « Les pays les moins avancés, Rapport 2010 : Vers une nouvelle architecture internationale du développement pour les PMA », www.unctad.org/fr/docs/ldc2010_fr.pdf
- ²¹ Voir Lisa Christensen et Naomi Krogram (2012), « Social thresholds and their translation into social-ecological management practices », *Ecology and Society* 17 (1):5. Pour un exemple d’approche communautaire participative dans la définition de seuils pour les petites sociétés de pêche, voir Benet et al. (2011), « Testing resilience thinking in a poverty context: experience from the Niger

- River Basin ». *Global Environmental Change* 21 : 1173-1184. Également Warner et al. (2012), « Evidence from the Frontlines of Climate Change: Loss and damage to communities despite coping and adaptation », Rapport sur les politiques n° 9. UNU-EHS. <http://www.lossanddamage.net/download/6815.pdf>
- ²² Swiss Re (2010), « Microassurance – couverture des risques pour 4 milliards de personnes », op. cit. Voir la note 2.
- ²³ Oxfam, Save the Children (2012), « Un retard dangereux », op. cit. ; Oxfam (2013), « Quelles leçons tirées ? », op. cit.
- ²⁴ Entretiens réalisés lors du projet « River Basin », novembre 2008 (Oxfam Words and Pictures, référence 47841)
- ²⁵ Entretiens réalisés lors du projet « River Basin », novembre 2008 (Oxfam Words and Pictures, référence 47841)
- ²⁶ Travail entrepris par Samuel Dixon, Oxfam, 2011, non publié.
- ²⁷ Chronic Poverty Research Centre (2008), « The Chronic Poverty Report 2008–9: Escaping poverty traps ». http://www.chronicpoverty.org/uploads/publication_files/CPR2_ReportFull.pdf
- ²⁸ Smith, J. B. *et al.* 2009, « Assessing dangerous climate change through an update of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) "reasons for concern" ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* **106**, 4133–4137. (doi:10.1073/pnas.0812355106)
- Mann, M. E. 2009, « Defining dangerous anthropogenic interference ». *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America* **106**, 4065–4066. (doi:10.1073/pnas.0901303106)
- ²⁹ Fraser C Lott, Nikolaos Christidis et Peter A Stott (2013), « Can the 2011 East African drought be attributed to human-induced climate change? », Met Office Hadley Centre : Exeter, Royaume-Uni.
- ³⁰ Des études menées dans le Sahel portant sur le climat, les migrations et les conflits depuis les années 1970 révèlent comment le changement climatique a réduit la disponibilité des ressources et, conjugué à la croissance démographique, aux problèmes de modes de faire-valoir et à d'autres facteurs, a intensifié la concurrence (et parfois les violences) sur les terres et l'eau. Programme des Nations unies pour l'environnement (2011), « Sécurité des moyens d'existence : Changements climatiques, migrations et conflits au Sahel », pp. 8-9. http://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_Sahel_FR.pdf
- ³¹ Nicholas Stern (2007), « The Economics of Climate Change: The Stern Review », Cambridge University Press.
- ³² Si les brefs épisodes de volatilité ne sont pas rares, la volatilité élevée et durable observée depuis le début des années 2000 sur les marchés des matières premières constitue une nouvelle tendance. Bernice Lee et al. (2012), « Resources Futures. A Chatham House Report », p. 59. http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy_Environment_and_Development/1212r_resourcesfutures.pdf
- ³³ La capacité de nombreux écosystèmes à réguler les catastrophes climatiques et les parasites, ainsi qu'à soutenir les moyens de subsistance, diminue. Les conséquences de cette diminution pèsent de manière disproportionnée sur les populations pauvres. PNUE (2005), « Les écosystèmes et le bien-être humain ». <http://www.unep.org/maweb/documents/document.356.aspx.pdf>
- ³⁴ Quelque 1,5 milliard de personnes vivent sous la menace de violences et d'instabilité à grande échelle, et les conflits pourraient redoubler de vigueur à cause du changement climatique et des pressions croissantes sur les ressources naturelles. http://wdronline.worldbank.org/worldbank/a/c.html/world_development_report_2011/abstract/WB.97.8-0-8213-8439-8.abstract ; A. Evans (2010), « Globalisation and Scarcity: Multilateralism for a world with limits ». http://www.cic.nyu.edu/scarcity/docs/evans_multilateral_scarcity.pdf
- ³⁵ UN HABITAT. http://www.unhabitat.org/downloads/docs/4631_46759_GC%2021%20Slum%20dwellers%20to%20double.pdf
- ³⁶ UNISDR (2011), « Global Assessment Report 2011, Revealing risk, redefining development », p. 32. <http://www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/>
- ³⁷ OMS (2010), « Rapport sur la santé dans le monde 2010 : Le financement des systèmes de santé : le chemin vers une couverture universelle ». http://www.who.int/whr/2010/whr10_fr.pdf
- ³⁸ Ibid.
- ³⁹ Par exemple, l'inégalité de revenus est en augmentation dans neuf pays du Moyen-Orient/d'Afrique du Nord et dans 13 pays de la région Asie/Pacifique. Francesca Bastagli, David Coady et Sanjeev Gupta (2012), « Income Inequality and Fiscal Policy », note de discussion du personnel du FMI. 27 septembre 2012, SDN/12/08 (Revised). <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2012/sdn1208rev.pdf>
- ⁴⁰ Kevin Watkins (2013), « Inequality as a barrier to human development », conférence de Ryszard Kapuściński, Stockholm School of Economics, Stockholm, 5 mars 2013
- ⁴¹ Africa Progress Panel (2012), « Emploi, Justice et Équité : Rapport 2012 sur les progrès en Afrique : Les opportunités à saisir en période de bouleversements économiques, politiques et sociaux ». <http://www.africaprogresspanel.org/en/publications/annual-reports/annual-report-2012/africa-progress-report-2012-documents/>

- ⁴² Kevin Watkins (2013), « Inequality as a barrier to human development », conférence de Ryszard Kapuściński, Stockholm School of Economics, Stockholm, 5 mars 2013
- ⁴³ Collins et al. (2009), « *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day* », op. cit.
- ⁴⁴ Les « droits fondamentaux civils et politiques » désignent l'application effective des lois garantissant une protection égale, la liberté de pensée, de religion et d'expression, la liberté de rassemblement et d'association, le droit du travail (y compris le droit aux négociations collectives, l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants, et l'élimination de la discrimination), les droits à une vie privée et à la religion, le droit à la vie et la sécurité de la personne, et le droit des accusés à un procès équitable. The World Justice Project (2012), « The World Justice Project Rule of Law Index 2012–13 ». <http://worldjusticeproject.org/sites/default/files/wjproli2012-web.pdf>
- ⁴⁵ OMS (2010), « Rapport sur la santé dans le monde 2010 : Le financement des systèmes de santé : le chemin vers une couverture universelle », op. cit.
- ⁴⁶ Katie Harris, David Keen et Tom Mitchell (2013), « When Disasters and Conflicts Collide: Improving links between disaster resilience and conflict prevention ». <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8228.pdf>
- ⁴⁷ Oxfam (2009), « What Happened to the Seasons? », rapport de recherche d'Oxfam Grande-Bretagne. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/what-happened-to-the-seasons-changing-seasonality-may-be-one-of-the-major-impac-112501>
- ⁴⁸ Oxfam (2011), « Briefing on the Horn of Africa Drought: Climate change and future impacts on food security ». <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/briefing-hornofafrica-drought-climatechange-foodsecurity-020811.pdf>
- ⁴⁹ Oxfam International (2010), « The Rain Doesn't Come on Time Anymore: Poverty, Vulnerability, and Climate Variability in Ethiopia » <http://www.oxfam.org/en/policy/ethiopia-rain-doesnt-come-time-anymore>
- ⁵⁰ Peter Davis (2006), « Poverty in Time: Exploring poverty dynamics from life history interviews in Bangladesh », Research for Development (R4D), Document de travail 69. <http://www.dfid.gov.uk/r4d/Output/174998/Default.aspx>
- ⁵¹ Jonathan Doh et Ted London (2012), « Building and Scaling a Cross-Sector Partnership: Oxfam America and Swiss Re Empower Farmers in Ethiopia », GlobalLens, William Davidson Institute, University of Michigan, 23 mars 2012. <http://globalens.com/casedetail.aspx?cid=1429185>
- ⁵² Campagne CULTIVONS (2012), « 10 réalités sur les inégalités entre les hommes et les femmes dans le monde agricole en Afrique de l'Ouest ».
- ⁵³ Voir, par exemple, <http://www.oxfam.org.nz/imgs/whatwedo/HIVAIDS/gendervuln.pdf>
- ⁵⁴ Peter Davis (2006), « Poverty in time », op. cit.
- ⁵⁵ Oxfam (2013), « Ending Violence Against Women: The case for a comprehensive international action plan ». Note d'information d'Oxfam, 22 février 2013 <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/ending-violence-against-women-the-case-for-a-comprehensive-international-action-270089> p. 4
- ⁵⁶ E. Neumayer et T. Plümper (2007), « The Gendered Nature of Natural Disasters: The Impact of Catastrophic Events on the Gender Gap in Life Expectancy, 1981–2002 ». <http://www2.lse.ac.uk/geographyAndEnvironment/whosWho/profiles/neumayer/pdf/Disastersarticle.pdf>
- ⁵⁷ Ikeda (1995), « Gender Differences in Human Loss and Vulnerability in Natural Disasters: A Case Study from Bangladesh », dans *Indian Journal of Gender Studies* 2 (2): 171-193.
- ⁵⁸ GFDRR and World Bank (2012), « The Sendai Report », op. cit.
- ⁵⁹ Munoz Boudet et al. (2012), « On Norms and Agency: Conversations about Gender Equality with Women and Men in 20 Countries », Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/EXTSOCIALDEVELOPMENT/Resources/244362-1164107274725/On-Norms-Agency-Book.pdf>
- ⁶⁰ BBC News online (2007), « Billions face climate risk », 6 avril 2007. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/sci/tech/6532323.stm> (dernière visite le 5 mars 2013)
- ⁶¹ Ibid.
- ⁶² Robert Mendelsohn et al. (2006), « The distributional impact of climate change on rich and poor countries », *Environment and Development Economics* 11: 159–178. <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=416002>
- ⁶³ Kate Raworth (2012), « Un espace sûr et juste pour l'humanité : le concept du "donut" », document de discussion d'Oxfam. <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-130212-fr.pdf>
- ⁶⁴ Ce concept a été développé pour identifier « un espace d'opération sûr pour l'humanité » au-delà duquel des changements environnementaux irréversibles et abrupts pourraient se produire. Neuf limites planétaires ont été identifiées. Voir : <http://www.stockholmresilience.org/planetary-boundaries>
- ⁶⁵ Bill Vorley et al. (2012), « Tipping the Balance: Policies to shape agricultural investments and markets in favour of small-scale farmers », rapport de recherche d'Oxfam et IIED. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/tipping-the-balance-policies-to-shape-agricultural-investments-and-markets-in-f-254551>

- ⁶⁶ Maros Ivanic, Will Martin (2008), « Implications Of Higher Global Food Prices For Poverty In Low-Income Countries », Document de travail sur la recherche sur les politiques, numéro 4594. <http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-4594>
- ⁶⁷ *Financial Times* (2012), « Cargill quarterly profits surge 300% », 11 octobre 2012. <http://www.ft.com/cms/s/0/a2ace784-13ac-11e2-9ac6-00144feabdc0.html#axzz2MF3eHpuo> (dernière visite le 28 février 2013)
- ⁶⁸ Deutsche Bank Research (2010), « Risk Management in Agriculture – Towards market solutions in the EU », pp. 21-22. http://www.dbresearch.com/PROD/DBR_INTERNET_EN-PROD/PROD000000000262553.PDF
- ⁶⁹ Murphy et al. (2012), « Cereal Secrets », op. cit.
- ⁷⁰ Oxfam (2013), « The Cost of Inequality: How wealth and income extremes hurt us all », communiqué de presse, 18 janvier 2013. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-cost-of-inequality-how-wealth-and-income-extremes-hurt-us-all-266321>
- ⁷¹ Oxfam (2013), « Labour Rights in Unilever's Supply Chain: From compliance to good practice. An Oxfam study of labour issues in Unilever's Viet Nam operations and supply chain ». Rapport de recherche d'Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/labour-rights-in-unilevers-supply-chain-from-compliance-to-good-practice-an-oxf-267532>
- ⁷² Edson Plasencia Sanchez (2012), « *Las Industrias Extractivas del Peru y el Cambio Climatico Global* », CooperAccion : Lima, Pérou
- ⁷³ Katharina Raabe et al. (2010), « How to Overcome the Governance Challenges of Implementing NREGA. Insights from Bihar Using Process-Influence Mapping », document de discussion IFPRI 00963. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00963.pdf>
- ⁷⁴ B. Vorley, E. del Pozo-Vergnes, A. Barnett (2012), « Small Producer Agency in the Globalised Market », op. cit.
- ⁷⁵ ODI (2011), « Rethinking Support for Adaptive Capacity to Climate Change: The Role of Development Interventions, Findings from Mozambique, Uganda and Ethiopia », Simon Levine, Eva Ludi et Lindsey Jones. <http://www.odi.org.uk/publications/6213-accra-adaptive-capacity-development-interventions>
- ⁷⁶ B. Vorley, E. del Pozo-Vergnes, A. Barnett (2012), « Small Producer Agency in the Globalised Market: Making choices in a changing world », IIED, Hivos, Londres. <http://pubs.iied.org/pdfs/16521IIED.pdf>
- ⁷⁷ Site Web de l'OIT concernant la protection sociale. <http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/decent-work-agenda/social-protection/lang--fr/index.htm> (dernière visite le 20 février 2012)
- ⁷⁸ Oxfam (2012), « Les laissés-pour-compte du G20 ? Comment l'inégalité et la dégradation de l'environnement menacent d'exclure les pauvres des avantages de la croissance économique », <http://www.oxfam.org/fr/policy/les-laissees-pour-compte-du-g20>
- ⁷⁹ World Risk Report 2011. <http://www.ehs.unu.edu/file/get/9018>
- ⁸⁰ Indice GAIN, <http://index.gain.org/about/methodology> Remarque : seul l'élément relatif à la vulnérabilité a été utilisé, pas l'élément sur la préparation.
- ⁸¹ Failed States Index. <http://ffp.statesindex.org/>
- ⁸² <http://index.gain.org/about/methodology>, <http://www.ehs.unu.edu/file/get/9018>, <http://ffp.statesindex.org/>, <http://hdr.undp.org/fr/statistiques/idh/>
- ⁸³ FAO (2011), « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–2011 – Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement ». <http://www.fao.org/docrep/013/i2050f/i2050f.pdf>
- ⁸⁴ Déclaration sur le droit au développement, Article 3
- ⁸⁵ Les socles de protection sociale désignent l'ensemble des garanties sociales de base, définies au niveau national et supposées garantir *a minima* que toutes les personnes dans le besoin puissent accéder aux soins de santé essentiels et bénéficient d'une sécurité de revenu de base, devant leur assurer un accès effectif aux biens et services considérés indispensables au niveau national.
- ⁸⁶ « Customary Governance Structures and Adaptive Capacity to Climate Change: Learning from the case of women pastoralists in Turkana, Kenya », Sarah Standley, op. cit.
- ⁸⁷ Section 21 du « Republic Act No. 10121 », également connu sous l'appellation « The Philippine Disaster Risk Reduction and Management Act of 2010 »
- ⁸⁸ « Brazil v South Africa: what can the BRICS tell us about overcoming poverty? » Blog de Duncan Green « From Poverty to Power », 20 mars 2013, <http://www.oxfamblogs.org/fp2p/?p=14020>
- ⁸⁹ Africa Progress Panel (2012), « Emploi, Justice et Équité : Rapport 2012 sur les progrès en Afrique : Les opportunités à saisir en période de bouleversements économiques, politiques et sociaux ». <http://www.africaprogresspanel.org/en/publications/annual-reports/annual-report-2012/africa-progress-report-2012-documents/>
- ⁹⁰ Oxfam, Save the Children (2012), « Un retard dangereux », op. cit.
- ⁹¹ Chronic Poverty Research Centre (2008), « The Chronic Poverty Report 2008–9 », op. cit.
- ⁹² Chronic Poverty Research Centre (2008), « The Chronic Poverty Report 2008–9 », op. cit.
- ⁹³ B. Vorley, E. del Pozo-Vergnes, A. Barnett (2012), « Small Producer Agency in the Globalised

Market », op. cit.

- ⁹⁴ Sanjeev Gupta et Shamsuddin Tareq (2008), « Mobilizing revenue: strengthening domestic revenue bases is key to creating fiscal space for Africa's developmental need », magazine trimestriel du FMI *Finance and Development*, septembre 2008, Vol. 45, n° 3. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2008/09/gupta.htm#author>
- ⁹⁵ Banque mondiale (2011), « Doing Business 2012: Doing Business in a More Transparent World ». <http://www.doingbusiness.org/~media/GIAWB/Doing%20Business/Documents/Annual-Reports/English/DB12-Chapters/Executive-Summary.pdf>
- ⁹⁶ Les programmes de protection sociale sont des actions publiques visant à lutter contre la vulnérabilité et la pauvreté, mise en œuvre par le biais de services universels, de systèmes d'assurance sociale et d'allocations destinées aux personnes pauvres.
- ⁹⁷ Cela inclut les retraites et les pensions d'invalidité de base, les allocations familiales de base, l'accès universel aux services de santé élémentaires et à l'assistance sociale/les programmes d'emploi garanti sur 100 jours. Estimations de l'OIT d'après Olivier de Schutter et Magdalena Sepulveda (2012), « Underwriting the Poor: A Global Fund for Social Protection », Note d'information 07, octobre 2012, p. 14. http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Food/20121009_GFSP_en.pdf
- ⁹⁸ Conseil des droits de l'homme des Nations unies (2012), « Underwriting the Poor: A Global Fund for Social Protection ». Note d'information du Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation et du Rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. <http://reliefweb.int/report/world/underwriting-poor-global-fund-social-protection-briefing-note-special-rapporteur-right>
- ⁹⁹ La corruption et l'évasion fiscale érodent les ressources domestiques nécessaires pour renforcer la résilience, ainsi que la volonté de payer des impôts. D. Bräutigam (2008), « Introduction: Taxation and state-building in developing countries », dans D. Bräutigam, O.-H. Fjeldstad et M. Moore, « *Taxation and State-Building in Developing Countries: Capacity and Consent* », Cambridge : Cambridge University Press.
- ¹⁰⁰ African Development Bank, « Key Indicators for Asia and the Pacific in 2012 ». <http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2012/ki2012.pdf>. Tableau 7.2, p. 272 pour le Pakistan et le Bangladesh, incluant les recettes gouvernementales totales, et pas seulement celles du gouvernement central.
- ¹⁰¹ Gouvernement indien, « Indian Public Finance Statistics 2011–2012 », p. 14. <http://finmin.nic.in/reports/IPFStat201112.pdf>
- ¹⁰² OECD (2012) Revenue Statistics in Latin America 1990 – 2010, http://www.oecd.org/ctp/tax-global/Brazil%20country%20note_EN_final.pdf
- ¹⁰³ John Marshall (2009), « One Size Fits All? IMF tax policy in sub-Saharan Africa », Christian Aid Occasional Paper No. 2. <http://www.christianaid.org.uk/images/imfoccpaper.pdf>
- ¹⁰⁴ Institute for Economics and Peace (2013), « Pillars of Peace: Finding the attitudes, institutions and structures most closely associated with peace ». <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2011/09/Pillars-of-Peace.pdf>
- ¹⁰⁵ Témoignage recueilli par Marie Cacace et Ros Goodway à Dungu, Province Orientale, RDC, août 2012 (Oxfam Words and Pictures, référence 74136)
- ¹⁰⁶ Voir « Building peace in Afghanistan – how civil society can make a difference », blog Policy & Practice d'Oxfam, 25 octobre 2012. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2012/10/building-peace-in-afghanistan> (dernière visite de 28 février 2013)
- ¹⁰⁷ Refugees Study Centre (2013), « Local Faith Communities and the Promotion of Resilience in Humanitarian Situations: A Scoping Study ». Working Paper Series No. 90. http://www.rsc.ox.ac.uk/publications/working-papers-folder_contents/wp90-local-faith-communities-resilience-150213.pdf
- ¹⁰⁸ « Oxfam Programme Policy Guidelines: Programming in Fragile and Conflict-Affected Countries ». <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/programming-in-fragile-and-conflict-affected-countries-programme-policy-guideli-139791>
- ¹⁰⁹ « Guidelines: How to use Hawala in Somalia », Cash Based Response Working Group. <http://ochanet.unocha.org/p/Documents/120311GuidelinesonHawalaFinalDraft.pdf> (dernière visite le 27 février 2013)
- ¹¹⁰ « Customary Governance Structures and Adaptive Capacity to Climate Change: Learning from the case of women pastoralists in Turkana, Kenya », Sarah Standley, op. cit.
- ¹¹¹ Fiona Flintan (2011), « Summary Brief: The causes, processes and impacts of land fragmentation in the rangelands of Ethiopia, Kenya and Uganda », op. cit.
- ¹¹² Anderson et al. (2012), « Time to Listen: Hearing people on the receiving end of international aid », CDA Collaborative Learning Projects, Cambridge, Massachusetts. http://www.cdainc.com/cdawww/pdf/book/time_to_listen_pdf_Pdf1.pdf
- ¹¹³ Le donateur danois Danida indique clairement être disposé à prendre des risques élevés associés à des projets expérimentaux ou dans des environnements difficiles. Site Web du Ministère des Affaires étrangères du Danemark. « Risk management ». <http://um.dk/en/danida-en/results/risk-management/> (dernière visite le 5 mars 2013)
- ¹¹⁴ ODI (2011), « Rethinking Support for Adaptive Capacity to Climate Change », op. cit.
- ¹¹⁵ Anderson et al. (2012), « Time to Listen », op. cit.

- ¹¹⁶ Blog Policy & Practice d'Oxfam. « Typhoon Bopha's terrible blow to Philippine seaweed farmers ». <http://policy-practice.oxfam.org.uk/blog/2012/12/typhoon-bopha-blow-to-philippine-seaweed-farmers> (dernière visite le 5 mars 2013)
- ¹¹⁷ Simon Levine et al. (2012), « The Relevance of "Resilience"? », HPG Policy Brief 49, septembre 2012. <http://www.odi.org.uk/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/7818.pdf>
- ¹¹⁸ En 2006–2010, 1,5 milliard de dollars d'aide humanitaire ont été consacrés à la prévention et la préparation aux catastrophes. Global Humanitarian Assistance (2012), « Aid Investments in Disaster Risk Reduction – Rhetoric to Action », document d'information, Dan Sparks, octobre 2012. Sur la même période, l'aide humanitaire représentait 56,7 milliards de dollars. Global Humanitarian Assistance Report (2012).
- ¹¹⁹ Oxfam, Save the Children (2012), « Un retard dangereux », op. cit.
- ¹²⁰ La crise de 2012 au Sahel a été l'occasion du plus grand programme monétaire jamais lancé par le Programme alimentaire mondial (PAM). Oxfam (2013), « Quelles leçons tirées ? », op. cit.
- ¹²¹ Oxfam, Save the Children (2012), « Un retard dangereux », op. cit.
- ¹²² Étude de cas Oxfam : « Nairobi Urban Social Protection Programme ». <http://www.alnap.org/pool/files/nairobi.pdf>
- ¹²³ Peter Gubbels (2011), « Échapper au cycle de la faim : Les chemins de la résilience au Sahel », Groupe de travail sur le Sahel. <http://www.oxfam.org/fr/policy/echapper-cycle-faim-chemins-resilience-sahel> ; Peter Gubbels (2012), « Ending the Everyday Emergency: Resilience and children in the Sahel », Groundswell International, Groupe de travail sur le Sahel, Save the Children International, World Vision International. <http://www.preventionweb.net/english/professional/publications/v.php?id=27663> ; « Quelles leçons tirées ? », op. cit.
- ¹²⁴ <http://globalallianceforaction.com/fr/default.html>
- ¹²⁵ IGAD est l'Autorité intergouvernementale pour le développement qui couvre huit pays dans la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Est http://www.igad.int/attachments/572_COMMUNIQUE_OF_THE_FIRST_GA_OF_IDDRSI_PLATFO_RM_23FEB2013.pdf
- ¹²⁶ http://ec.europa.eu/echo/policies/resilience/agir_fr.htm
- ¹²⁷ Pour AGIR, voir http://ec.europa.eu/echo/policies/resilience/agir_fr.htm. Pour l'Alliance Mondiale, voir <http://globalallianceforaction.com/fr/default.html>. Les champions politiques sont Rachel Kyte pour la Banque mondiale, Kristalina Georgieva pour ECHO, Valerie Amos pour le Bureau OCHA, Helen Clark pour le PNUD, Justine Greening pour le DFID et Rajiv Shah pour l'USAID.
- ¹²⁸ CARE (2013), « JotoAfrika – Adapting to Climate Change in Africa », op. cit.
- ¹²⁹ CARE (2013), « JotoAfrika – Adapting to Climate Change in Africa », op. cit.
- ¹³⁰ Voir par exemple http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs_high_level_forum/documents/Enhancing_Resilience_Fo_odInsecurity-TANGO.pdf ; <http://www.dfid.gov.uk/Documents/publications1/Defining-Disaster-Resilience-DFID-Approach-Paper.pdf> ; <http://www.ids.ac.uk/publication/resilience-new-utopia-or-new-tyranny> ; <http://christianaid.typepad.com/learningexchange/2012/10/christian-aids-resilient-livelihoods-framework.html>
- ¹³¹ Oxfam (2013), « Quelles leçons tirées ? Un bilan de la réponse à la crise alimentaire 2012 au Sahel pour construire la résilience ». Document d'information Oxfam avec les contributions d'Action contre la Faim et de Save the Children

Début 2013, les Nations unies ont estimé qu'1,66 milliard de dollars étaient nécessaires pour couvrir les immenses besoins humanitaires et de relèvement et commencer à poser les bases de la résilience. Début mars 2013, seulement 5 % du financement demandé avait été débloqué. OCHA (2013), « Sahel Crisis 2013: Funding Status as of 1 March 2013 ». <http://wca.humanitarianresponse.info/fr/document/sahel-funding-status>
- ¹³² Oxfam GB (2008), « Evaluation of the River Basin Programme in Bangladesh » <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/final-evaluation-of-the-river-basin-programme-in-bangladesh-119434>
- ¹³³ Étude de cas Oxfam, novembre 2012.
- ¹³⁴ Oxfam (2012) « Cadre de travail sur le droit d'être entendu : Guide d'apprentissage ». <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/the-right-to-be-heard-framework-a-learning-companion-254793>
- ¹³⁵ Voir : <http://www.righttofoodindia.org>
- ¹³⁶ Oxfam (2011), « Integrating Disaster Risk Reduction in Livelihoods Programming in the Northwest of Nicaragua: A case study », Emily Wilkinson, University College, Londres. http://www.preventionweb.net/files/22522_drrandhoxfamnorthwest.pdf
- ¹³⁷ S. Baden et C. Pionetti (2012), « Women's Collective Action in Agricultural Markets: Synthesis of preliminary findings from Ethiopia, Mali, and Tanzania », rapport de recherche d'Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/womens-collective-action-in-agricultural-markets-synthesis-of-preliminary-findings-245931>
- ¹³⁸ Voir Oxfam (2011), « Appropriation de l'adaptation : Gouvernance du financement de l'adaptation climatique par pays ». <http://www.oxfam.org/fr/policy/appropriation-adaptation> ; Nic Maclellan,

- Sarah Meads, Barry Coates (2012), « Owing Adaptation in the Pacific: Strengthening governance of climate adaptation finance », rapport de recherche d'Oxfam, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Australie. <http://www.oxfam.org.nz/reports/owning-adaptation-pacific-strengthening-governance-climate-adaptation-finance>
- ¹³⁹ Anderson et al. (2012), « Time to Listen », op. cit.
- ¹⁴⁰ Chronic Poverty Research Centre (2008), « The Chronic Poverty Report 2008–9 », op. cit.
- ¹⁴¹ Courtenay Cabot Venton et Sarah Selby (2013), « Cost Benefit Analysis for Community Based Climate and Disaster Risk Management: Synthesis report », rapport original de 2010 mis à jour début 2013, en instance de publication.
- ¹⁴² Banthia et al. (2009), « Microinsurance That Works for Women: Making gender-sensitive microinsurance programmes », Organisation internationale du travail. http://www.ilo.org/public/english/employment/mifacility/download/mpaper3_gender.pdf
- ¹⁴³ Courtenay Cabot Venton (2012), « The Economics of Early Response and Disaster Resilience: Lessons from Kenya and Ethiopia ». <http://reliefweb.int/report/kenya/economics-early-response-and-disaster-resilience-lessons-kenya-and-ethiopia>
- ¹⁴⁴ M. Htun et S. Weldon (2012), « The civic origins of progressive policy change: combating violence against women in global perspective, 1975–2005 », *American Political Science Review*, Vol. 106, N° 3, août 2012. http://polisci.unm.edu/common/documents/htun_apsa-article.pdf
- ¹⁴⁵ « Complexity, adaptation and results », article sur le blog d'Owen Barder, Centre for Global Development, 7 septembre 2012. <http://blogs.cgdev.org/globaldevelopment/2012/09/complexity-and-results.php>
- ¹⁴⁶ TANGO International (2003), « Summary of the Expert Consultation on Resilience Measurement for Food Security », consultation organisée par la FAO et le PAM. Résumé préparé par Tim Frankenberger et Suzanne Nelson de TANGO International
- ¹⁴⁷ Oxfam (2013), « The Post-Hyogo Framework: What's next for Disaster risk Reduction? », http://www.unisdr.org/files/30143_annex13.pdf
- ¹⁴⁸ OCDE (2012), « Cérémonie de lancement de l'Alliance AGIR Sahel-Afrique de l'Ouest », discours, Ouagadougou, Burkina Faso, 4-8 décembre 2012 <http://www.oecd.org/fr/sites/semainedusahaletdelafriquedelouest/agir.htm> (dernière visite le 22 mars 2013)
- ¹⁴⁹ HLPE (2012), « Social Protection for Food Security. A report by the High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security », Rome 2012. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-4-Social_protection_for_food_security-June_2012.pdf
- ¹⁵⁰ Le FMI préconise un ratio recettes fiscales/PIB de 15 % pour la plupart des pays à bas revenus (Sanjeev Gupta et Shamsuddin Tareq (2008), « Mobilizing revenue », op. cit.). Les pays à bas revenus peuvent augmenter leur revenu national d'environ 4 % du PIB sur les 10 prochaines années (projet Millennium des Nations unies (2005), « Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the Millennium Development Goals », New York : Nations unies. <http://www.unmillenniumproject.org/documents/MainReportComplete-lowres.pdf>)
- ¹⁵¹ La TVA est un impôt régressif, car les personnes pauvres consacrent une plus grande part de leur revenu disponible au règlement de la TVA comparé aux personnes riches. John Marshall (2009), « One Size Fits All? », op. cit.
- ¹⁵² Deborah Itriago (2011), « Décider de son développement : La fiscalité pour combattre la pauvreté », rapport de recherche d'Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/owning-development-taxation-to-fight-poverty-142970>
- ¹⁵³ F. Mousseau (2010), « The High Food Price Challenge: A Review of Responses to Combat Hunger », Oakland, CA : The Oakland Institute. http://media.oaklandinstitute.org/sites/oaklandinstitute.org/files/high_food_prices_web_final.pdf
- ¹⁵⁴ HLPE (2012), « Social Protection for Food Security », op. cit.
- ¹⁵⁵ « Addressing the Root Causes of Humanitarian Crises: How the international community can help build resilience in the Sahel », discours de Kristalina Georgieva, op. cit.
- ¹⁵⁶ USAID (2012), « Building Resilience to Recurrent Crisis: USAID policy and program guidance ». <http://transition.usaid.gov/resilience/USAIDResiliencePolicyGuidanceDocument.pdf>
- ¹⁵⁷ Les cellules de programmation conjointes au Sahel impliquent du personnel de l'Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA), de Food for Peace, du Bureau for Food Security, du Bureau for Economic Growth, Education and Environment, du Global Health Bureau et des équipes déployées sur place.
- ¹⁵⁸ Nations unies (2012), « Somalia Consolidated Appeal 2013–2015 », p. 2. https://docs.unocha.org/sites/dms/CAP/CAP_2013_Somalia.pdf
- ¹⁵⁹ TANGO International (2012), « Enhancing Resilience to Food Security Shocks », document de discussion, novembre 2012 ; voir également le discours de Helen Clark : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/presscenter/articles/2012/04/20/undp-chief-calls-for-resilience-based-development-.html>
- ¹⁶⁰ C'est ce qu'ont commencé à faire certains donateurs comme la Suède : OCDE (2012), « Vers de meilleures pratiques pour l'aide humanitaire : Douze leçons tirées des examens par les pairs réalisés par le CAD ». <http://www.oecd.org/fr/cad/examens-pairs/versdemeilleurespratiquespourlaidhumanitaire.htm>

© Oxfam International mai 2013

Ce document a été rédigé par Debbie Hillier et Gina E. Castillo. Oxfam remercie Maya Mailer, David Waskow, Catriona Saker ainsi que de nombreuses autres personnes de l'organisation pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk. Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-309-4 en mai 2013. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 92 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Intermon Oxfam Espagne (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Japon (www.oxfam.jp)
Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Novib Oxfam Pays-Bas (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

www.oxfam.org



OXFAM